

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

SOLDATS DE MÉTIER ET SOLDATS DU PEUPLE

Nous avons discuté à notre réunion de novembre de la question militaire. Comment ne pas en discuter quand on parlait partout de la section syndicale qui venait de se constituer au régiment de génie de Besançon ? Tout le monde s'émouvait, y compris les directions des centrales syndicales.

Nous abordâmes d'abord le sujet par cette question : la section syndicale est-elle la meilleure forme d'association pour les jeunes soldats — provisoirement soldats — pour défendre leurs revendications et leurs droits ? Car nous ne pouvions tergiverser un moment sur ce point : les jeunes gens extraits pour un temps par la puissance publique de leurs activités normales pour être des soldats, ne cessent pas d'être des citoyens, avec tous leurs droits de citoyens.

Certains d'entre nous firent valoir que ce temps de soldat était relativement court, que le contingent était un ensemble hétérogène du point de vue socio-professionnel, que la base corporative du syndicat ne s'y retrouvait pas. S'il était parfaitement légitime que ces jeunes citoyens s'associent en tant que soldats, leur groupement ne pouvait avoir la permanence et la base sociale d'un syndicat. Mais d'autres camarades montrèrent que la même question se posait aussi pour les étudiants : on n'est pas plus étudiant toute sa vie, que l'on n'est soldat toute sa vie, dieu merci ! Pourtant, on parle couramment de syndicats d'étudiants. Il est vrai que l'organisation étudiante s'appelle l'U.N.E.F. (Union Nationale des Etudiants de France) et qu'elle n'a de syndical, en dehors d'un programme permanent de revendications, que les liaisons qu'elle veut bien avoir avec les centrales ouvrières.

Qu'importe au fond la dénomination du groupement des citoyens-soldats d'un régiment ou d'une autre unité militaire ? L'important est la reconnaissance de fait, sinon de droit, de ces groupements.

Cependant les centrales syndicales ouvrières auraient tort de dire que cela ne les regarde pas. Il y a d'abord une tradition, une bonne tradition : avant même la première guerre mondiale, la C.G.T. avait institué « le Sou du soldat ». Ce moyen de solidarité n'avait pas d'autre but que de briser l'isole-

DANS CE NUMERO

- **De la Bastille à l'Opéra**
par Raymond GUILLORE
- **Sur le dogmatisme
révolutionnaire**
par Jean MOREAU
- **Ni prolétaires,
ni révolutionnaires ?**
par Jean MAGRI
- **Sur la durée du travail**
par Nicolas FAUCIER
- **Echos aux
"deux abonnés en colère"**
- **1945 : Louzon
et la bombe atomique**

ment du jeune travailleur devenu soldat. S'il était syndiqué avant d'être soldat, pouvait-on admettre qu'on l'oublie quand les lois et contraintes de l'Etat l'avaient enlevé à sa famille et à son emploi ? Pour lui, comme pour son organisation syndicale, le lien et l'entraide ne devaient pas être coupés. Aujourd'hui, la question se complique du fait de l'existence de plusieurs centrales syndicales, mais le problème reste le même et il est « unitaire » celui-là, fondé sur la situation que le jeune homme trouve dans cette société fermée et hiérarchisée qu'est l'armée, une situation sur laquelle il prétend maintenant, et justement, exercer son droit d'examen, de revendication, de contestation, de contrôle. On lui discute de moins en moins ces droits dans la société industrielle, pourtant elle aussi hiérarchisée et, au moins dans l'exécution, soumise au commandement des « cadres » ; il faudra bien l'admettre dans l'armée, du moins tant que l'armée existe sous sa forme actuelle.

C'est alors que la discussion s'est élargie. L'armée, sous sa forme actuelle, est-elle nécessaire ? (ou même, ont dit les plus purs d'entre nous, sous quelle forme que ce soit). Armée du peuple ou armée de métier ? Vieille question, toujours actuelle. On pourrait aller la chercher dans les congrès socialistes, nationaux et internationaux, des débuts du siècle. La recherche ne serait pas inutile, ne serait-ce que pour retrouver le lyrisme de Jaurès et son « Armée nouvelle ». Mais il n'y avait pas que du lyrisme. Le problème de « la défense nationale » agitait et divisait ces assemblées. N'oublions pas que le mot d'ordre « pas de défense nationale en régime capitaliste » fut une des bases de la fondation du parti communiste en France, une des conditions de l'adhésion à l'Internationale communiste !

Sans préjuger la réponse qu'on peut faire à cette question de principe, faut-il aujourd'hui supprimer le service militaire obligatoire ? Il nous est arrivé de répondre ici affirmativement à cette question. Mais alors nous aurons une armée de métier. Et vous voyez déjà se presser les arguments contraires : armée de métier, armée prétorienne, prête à la répression des mouvements populaires, voire au coup de force, comme il en a été question, jusque dans les discours éperdus des ministres, au moment du tournant de la guerre d'Algérie.

Il y a une armée de métier, il y en a toujours eu une. Elle est formée des officiers et sous-officiers de carrière. Puisque c'est leur profession, le droit syndical ne peut-il leur être reconnu ? Il y a maintenant un syndicat de la magistrature, et nous côtoyons, dans les congrès syndicaux, des représentants des syndicats de policiers ! Il ne s'agit pas de savoir si ça nous plaît, il faut l'enregistrer. Pourquoi les fonctionnaires de ce service public qu'est « la défense » dite nationale (comme la police est nationale) ne jouiraient-ils pas du droit de se syndiquer et d'adhérer, s'ils le veulent, à une centrale ouvrière ? Avant de nous insurger, considérons que ce serait peut-être un moyen de les solidariser quelque peu avec la majorité du peuple, d'atténuer en tout cas, les caractères répressifs et réactionnaires que nous prêtons généralement, et non sans raison, à l'armée de métier.

A ce point, notre discussion devint plus concrète grâce à la présence et à la participation d'un de nos jeunes camarades, militaire permissionnaire du contingent. L'armée de métier est déjà une réalité, nous dit-il. Le contingent est séparé des armes décisives que sont les tanks et les avions, ces armes qui, dit André Malraux dans une interview récente, ont changé toute l'hypothèse d'une révolution. Mais le prolétariat n'a rien perdu de ses armes spécifiques, car il est impossible de les lui enlever. Le prolétariat organisé ne doit certainement pas dédaigner ou repousser ce désir et ce besoin d'association qu'une partie de lui-même manifeste actuellement dans les casernes et dans les camps.

C'est pourquoi nous affirmons notre solidarité de fait avec les trois militants socialistes qui, il y a quelques jours, distribuaient à la gare de l'Est des tracts aux soldats rentrant de permission pour les rendre plus conscients encore de leurs droits et de leurs devoirs de citoyens-soldats. (C'est un des signes des temps que ces menaces de poursuite pour « menées subversives » contre un parti qui n'a jamais contesté, dans son principe, la défense nationale !)

Plus encore, notre solidarité de fait est acquise aux jeunes soldats emprisonnés politiques et soumis à la procédure de la Cour de Sécurité de l'Etat, juridiction d'exception créée par De Gaulle pour les besoins de sa politique autoritaire. On la ressort aujourd'hui, d'une façon intolérable, contre de jeunes militants qui, sous l'uniforme, n'ont pu abandonner leurs convictions.

JAURES ET LA PRISE DU POUVOIR

« Ce n'est ni sur un coup de main, ni même par un coup de majorité que nous ferons surgir l'ordre nouveau. Il se peut qu'à un moment de l'évolution, dans la crise provoquée par la résistance ou la criminelle folie de la bourgeoisie, le prolétariat soit appelé à recourir à la force insurrectionnelle ; mais il n'a pas l'enfantillage de penser qu'un coup d'insurrection suffira à constituer, à organiser le régime nouveau. Au lendemain de l'insurrection, l'ordre capitaliste subsisterait et le prolétariat, victorieux en apparence, serait impuissant à utiliser et à organiser sa victoire, s'il ne s'était pas déjà préparé à la prendre en main par le développement d'institutions de tout ordre, syndicales ou coopératives, conformes à son idée, conformes à son esprit, et s'il n'avait graduellement réalisé, par une série d'efforts et d'institutions, sa marche collectiviste et commencé l'apprentissage de la gestion sociale... »

« De même qu'il est impossible de réaliser l'ordre nouveau par un surgissement insurrectionnel, il est impossible de créer la révolution sociale par un simple coup de majorité. Même si le flot électoral amenait un jour, faisait débarquer un jour au Palais-Bourbon une majorité socialiste, cette majorité socialiste ne pourrait façonner l'ordre nouveau que si déjà le prolétariat s'y était préparé... »

Jean JAURES.

(Congrès national du parti socialiste -
Toulouse, 1908).

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

DE LA BASTILLE A L'OPERA

La Bastille, c'est un symbole. Du pied de la colonne où culmine le génie de la Liberté, partent toutes les manifestations rituelles. L'Opéra... c'est autre chose. On ne peut, pour cette manifestation du 2 décembre, penser aux trompettes d'Aïda. Il serait sacrilège d'évoquer le Vaisseau Fantôme ou le Crépuscule des Dieux !

Cette « manif », égale aux précédentes, a quand même traversé Paris par son artère principale des grands boulevards. Nous disons « égale aux précédentes » parce que, comme pour celle du mois dernier, la préfecture de police annonce quinze mille manifestants et les organisateurs cent mille ! On ne les compte pas ; ce n'est pas la peine. Le nombre est donné d'avance, d'un côté comme de l'autre. Certains jours cependant, la plume du policier ou celle du journaliste restent en l'air : il y a quelque chose de changé, de manière significative, comme en 1968 par exemple. Alors la foule ne se laisse plus dénombrer ; elle déferle.

Ce ne fut pas le cas en cette « journée nationale d'action interprofessionnelle » organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T. Une de plus. On en est à se demander à quoi elles servent. On va à la « manif » comme à la messe. Les slogans sont connus et répétés avec une conviction modérée ; seuls, quelques cris hérétiques s'élèvent de cette masse de bonne volonté. Même s'ils sont cent mille, des centaines de milliers d'autres à l'entour ou au-delà du boulevard périphérique, travaillent dans les usines, dans les ateliers, dans les magasins, dans les bureaux. Tous les chômeurs ne sont pas là. Le métro marche, les auto bus roulent. Les « banlieusards » sauront seulement qu'il y a « quelque chose » parce qu'ils seront gênés pour rentrer chez eux. La télévision leur dira qu'il y a eu grèves et manifestations.

La démonstration n'est pas faite ; la démonstration telle que les leaders syndicaux l'annonçaient. C'est peut-être que leur tactique générale, que leurs « journées » à répétition, ont lassé la masse des travailleurs ; celle-ci ne croit plus à leur utilité. Nous, syndiqués du rang, éternels marcheurs de la Bastille à l'Opéra ou autre part, nous voudrions quand même une action et non une messe. Une action syndicale, non pas « pour un programme commun de gouvernement », pour un programme syndical ; une action préparée et engagée dans une industrie déterminée, ou une région déterminée, ou plusieurs industries, ou pour toutes ; une action qui ne soit pas une journée de démonstration d'ailleurs douteuse ; une action « nationale » si vous voulez, et, pourquoi pas ? internationale. En attendant, défilons de la Bastille à l'Opéra ! La crise du système néo-capitaliste est toujours là, et non pas « derrière nous » comme l'a prétendu M. Giscard d'Estaing devant l'assemblée des Chambres de commerce.

★★

A vrai dire, il a dit que « le plus dur de la crise » était derrière nous. Son premier ministre a déclaré quelque part que l'on entrevoyait « la sortie du tunnel ». Mais il a dit, en même temps ou le lendemain,

que « la tension sur l'emploi subsisterait encore pendant plusieurs années » ! Où sont donc les belles théories sur le plein emploi auxquelles les faits ont semblé répondre pendant près de trente ans ? Le beau système, garanti par la « technostructure », est désorganisé. Peut-il repartir ? Sans doute, il le peut, tant bien que mal, mais vous verrez qu'on expliquera aux travailleurs que « la belle époque » est derrière eux et que « le plein emploi » ne saurait plus être garanti. Le jeu est dangereux que vous jouez là, beaux messieurs du libéralisme avancé, car « les barbares » sont à vos portes. Il est vrai que « les barbares » ont leurs propres difficultés...

M. Ceyrac, patron du C.N.P.F. — voilà au moins un homme sérieux ! — a dit à Nancy « qu'un mouvement de reprise s'amorçait » mais il a ajouté que des licenciements sont encore prévisibles. « Dans la situation actuelle de l'économie française, les effectifs présents dans les entreprises sont supérieurs, globalement, aux besoins réels. » Voilà comment on annonce, en termes suaves, que le chômage va perdurer !

Les licenciements, les réductions d'horaires sont le pain quotidien, un pain noir. Les géants industriels eux-mêmes sont aujourd'hui ébranlés. Rhône-Poulenc, une des plus grosses firmes à l'échelle nationale, européenne et même mondiale, avoue ses graves difficultés. Son chiffre d'affaires dépasse habituellement le produit national d'un Etat comme le Maroc. Elle annonce pour cette année un déficit d'un milliard de francs lourds ; c'est la première fois dans sa longue carrière qu'elle connaît un exercice en déficit. Dans son département textile-artificiel, les horaires sont déjà réduits à trente-deux heures par semaine. Sa direction est agitée de soubresauts et de règlements de comptes ; le président a déjà remercié le directeur général et plusieurs membres éminents de la « technostructure » de l'entreprise.

Ne nous inquiétons pas trop pour Rhône-Poulenc ; c'est maintenant une société multinationale ; elle fait partie du « système transnational ». Ce qui ne l'empêchera pas éventuellement de demander et d'obtenir quelques faveurs de l'Etat français. Quant aux travailleurs en chômage total ou partiel, ils se consolent en pensant que « le creux de la vague » est derrière eux, comme le leur a dit le président Giscard dans sa dernière allocution vespérale.

★★

Puisque nous écrivons quelques heures après l'avoir entendue, parlons ici de la conclusion de cette allocution présidentielle. « Je gouverne au centre » a-t-il hautement déclaré. Il a dit cela le jour même où étaient arrêtés deux responsables départementaux de la C.F.D.T. inculpés de « démoralisation de l'armée » ! Que serait-ce s'il gouvernait à droite ? *Disons sans plus tarder que notre solidarité est acquise pleinement à ces deux camarades et que nous manifesterons à la Bastille ou ailleurs, cette fois avec chaleur et conviction, pour qu'une première justice leur soit rendue et qu'ils recouvrent aussitôt la liberté.*

Le mot de « justice » étant prononcé, il fallait

bien que nous entendions sur ce sujet M. Lecanuet, « centriste » précisément. Ce qu'il a dit était lamentable : la justice, « sereine » évidemment, ne frappe pas des syndicalistes, mais elle doit passer sur tous ceux qui « incitent les soldats à retourner leurs armes contre leurs officiers » ! Bien entendu, il ne s'agit nulle part de cela dans les tracts incriminés. (Peut-être, en cherchant bien, trouverait-on cette « incitation » dans un des couplets de « l'Internationale », mais pour un cas très particulier et à partir du grade de général seulement.) Ce couplet n'est pas en cause ici.

Donc ce que dit M. Lecanuet n'est pas vrai. Il oublie que, par deux fois, sa propre justice est violée : une fois quand il ne se souvient plus de ses propos d'hier sur « la détention préventive ». Pourrait-il nous dire pourquoi la détention de ces deux syndicalistes et de ces jeunes soldats est-elle nécessaire à la manifestation de la vérité ? Une deuxième fois sa justice dévie : ces hommes, nos camarades, sont déférés devant la Cour de Sécurité de l'Etat, juridiction d'exception, hors du droit commun, et qui n'a plus sa raison d'être, si tant est qu'elle l'ait jamais eue. M. Lecanuet gouverne au centre d'une formation de droite. Celle-ci se trompe d'ailleurs, comme toutes celles qui l'ont précédée, en s'imaginant que sa répression va affaiblir le mouvement de contestation dont elle est responsable. La répression politique a toujours renforcé les organisations qui en étaient les victimes. C'est ce qui se passera pour la C.F.D.T.

AU PORTUGAL, GOUVERNE-T-ON A GAUCHE ?

Tout ce que nous avons écrit ici sur le Portugal, le mouvement ouvrier et révolutionnaire au Portugal, nous sommes prêts à le confronter avec les faits et les événements qui se sont produits depuis.

Il y a eu cette étrange rébellion des parachutistes et de la police militaire ! Ce qui est étrange, c'est qu'elle ait pu être qualifiée d'extrême-gauche et que nos amis « gauchistes » du Portugal ou d'ailleurs aient pu en attendre la révolution, ou je ne sais quoi d'autre. Il me semble qu'au mois de mars ces mêmes parachutistes avaient été — à ce qu'on nous avait dit — la troupe de choc du coup de force (ou déclaré tel) de Spínola. Nous ne croirons jamais que quelque chose de bien, de vraiment progressiste, puisse être l'œuvre de jeunes parachutistes, dressés pour la bagarre, intoxiqués dans un sens ou dans l'autre, probablement militaires volontaires, ne représentant nullement la jeunesse ouvrière ou étudiante. Quant à la police militaire...

Nous ne confierons jamais le sort d'une révolution, ou même d'une évolution, aux « enfants de Bigeard ». Remarquez que nous n'avons rien contre eux, à condition qu'ils ne se mêlent pas de nous conduire au socialisme. Le mieux à faire, une fois désarmés, c'est de les renvoyer chez eux faire besogne utile, dans la production comme dans l'action syndicale ou politique. N'est-ce pas ce qu'on a fait ? Si l'on en croit ce qu'on nous a montré à la télévision, leur désarmement a eu lieu sans heurt, sinon sans larmes. C'étaient de braves gars, détournés de leur chemin, « manipulés » peut-être ? Car voilà des « coups d'Etat » qui font long feu... Si l'extrême-droite était « le manipulant », elle est bien battue.

Mais ce gouvernement maintenant établi gouvernera-t-il à gauche ? Qu'il ne s'avise pas de gouverner « au centre », à l'exemple de notre propre gouvernement ! Il trahirait bien des espoirs, et pas seulement au Portugal.

Je voudrais quand même souligner un fait : il n'a pas fait tirer jusqu'à présent sur une foule civile. Même la reddition des parachutistes s'est opérée sans coup férir... ou presque. Je constate qu'il y a eu deux morts parmi les soldats du gouvernement et un seul parmi « les gendarmes » révoltés. C'est trop... mais pas assez pour parler d'une tache de sang sur le gouvernement social-démocrate, comme cela nous viendrait naturellement à l'esprit en raison de précédents historiques.

Ce gouvernement n'a pas tué délibérément. A-t-il réprimé et comment l'a-t-il fait ? Je lis dans l'éditorial du « Monde » du 30 novembre : « *Les syndicalistes rouges retrouvent le chemin des prisons ou de la clandestinité.* » Est-ce vrai ? Passons pour la clandestinité, mais les prisons ? Qu'on nous dise, que l'extrême gauche nous dise combien il y a aujourd'hui au Portugal de prisonniers politiques, combien il y en a de plus depuis le « coup de force » manqué ! Nous protesterons avec elle, nous lutterons avec elle pour leur libération. Il est vrai qu'on ne peut prétendre faire ces coups-là et les rater sans quelque risque. Je parle surtout pour « les officiers perdus » bien que je ne veuille ni leur mort ni leur incarcération prolongée.

Nous verrons ce que fait maintenant ce gouvernement social-démocrate (celui-là ou un autre) pour consolider les conquêtes du peuple portugais, pour envoyer ailleurs les capitalistes « multinationaux », pour réaliser une vraie révolution agraire qui fasse sortir le Portugal du Moyen Age partout où il y est encore.

Le mouvement ouvrier autonome ne l'attendra pas. Il a ses tâches. Il ne s'agit pas de renverser ce gouvernement-là pour mettre à sa place quoi ? Vasco Gonçalves et les « communistes » ? Il s'agit de reconstruire un mouvement syndical démocratique. Il s'agit de créer, et mieux de faire durer, de véritables comités de travailleurs là où ceux-ci vivent et travaillent. Il s'agit de démobiliser les soldats pour mobiliser les citoyens travailleurs.

R. GUILLORE.

«L'ensemble de la société consacre de plus en plus de temps à la circulation qui est supposée lui en faire gagner. L'Américain type consacre, pour sa part, plus de 1.500 heures par an à sa voiture : il y est assis, en marche ou à l'arrêt, il travaille pour la payer, pour acquitter l'essence, les pneus, les péages, l'assurance, les contraventions et les impôts. Il consacre donc quatre heures par jour à sa voiture, qu'il s'en serve, s'en occupe ou travaille pour elle. Et encore, ici ne sont pas prises en compte toutes ses activités orientées par le transport : le temps passé à l'hôpital, au tribunal ou au garage, le temps passé à regarder à la télévision la publicité automobile, le temps passé à gagner de l'argent pour voyager pendant les vacances, etc... A cet Américain, il faut donc 1.500 heures pour faire 10.000 kilomètres de route ; 6 km lui prennent une heure.»

(Ivan Illich - « La convivialité ».

Editions du Seuil.)

-A-b-â-t-o-n-s-r-o-m-p-u-s-

CONTESTATIONS EN CHAÎNE. — Depuis quelque temps, les institutions de la société actuelle subissent des attaques, des contestations de plus en plus nombreuses, plus diverses, plus contradictoires que jamais, tandis que les conservateurs s'acharnent à les défendre.

La justice est contestée. D'après un récent sondage, la majorité de la population française ne croit plus à son impartialité. Il y a ceux qui l'accusent d'être au service de la bourgeoisie et qui s'insurgent, à juste titre, contre la condamnation à mort d'un garçon de dix-sept ans; mais il y a aussi ceux qui la jugent trop indulgente et souhaitent que la peine capitale soit appliquée plus souvent! La magistrature elle-même est divisée: le juge Pascal inculpe un bourgeois, et il est dessaisi de l'affaire (le notaire de Bruay semble avoir été victime d'une erreur, mais s'il s'était agi d'un prolétaire, les choses auraient-elles suivi le même cours?). Le même juge met en cause le patronat dans une affaire de catastrophe minière: il est de nouveau dessaisi. D'autres juges font emprisonner des patrons à la suite d'accidents de travail mortels, des manifestations ont lieu, les patrons sont relâchés. Cependant, il y a eu des condamnations de patrons pour la même raison. Et il y a l'affaire Goldman; celui-ci, condamné sans preuve, va être rejugé.

L'armée est contestée. Des soldats — chose impensable autrefois — ont osé former un syndicat. On peut être d'accord ou non sur l'emploi du terme « syndicat » au sujet d'un groupement de jeunes hommes de professions diverses, rassemblés pour un temps limité. Mais il est remarquable, et tout à fait nouveau, que des militaires osent revendiquer, et contester ouvertement la toute-puissance du commandement. Mais il y a aussi ceux qui s'indignent de ces faits, et qui ont envahi un studio de télévision afin de s'opposer à une émission sur l'armée où Krivine devait figurer parmi les invités. Le Parti Socialiste, lui, est favorable non aux syndicats, mais aux Comités de soldats, ce qui lui vaut une attaque en règle de Chirac. Et des inculpations commencent. Affaire à suivre.

Dans l'Eglise catholique, le pouvoir du Pape est contesté: il y a d'une part ceux qui rejettent les réformes récentes et tiennent à conserver leur messe en latin, de l'autre ceux qui voudraient que l'on aille plus loin, que par exemple on permette aux prêtres de se marier.

L'Etat d'esprit contestataire se manifeste aussi chez les protestants: deux ménages de pasteurs de l'Eglise Réformée de France vivaient en commun, relations sexuelles comprises. Suspendus de leurs fonctions, les deux hommes sont soutenus par la majorité de leurs paroissiens.

Contestation de la morale traditionnelle à propos d'émancipation de la femme et de la jeunesse, d'avortement, de liberté sexuelle. Tout cela non plus, on n'aurait pu l'imaginer il y a peu de temps encore. Ces signes semblent indiquer la décadence irrémédiable d'une société, le désarroi de ceux qui s'accrochent à elle, la volonté des opposants de trouver une voie nouvelle. Quand parviendra-t-on à en finir avec un monde dont les valeurs s'écroulent?

oOo

UN MEFAIT DE LA POLLUTION. — Je n'achète pas souvent « France-Soir ». Cela m'est arrivé en lisant en manchette une information sur une pluie noire qui s'était abattue sur la ville du Havre, recouvrant maisons, jardins, autos et vêtements des passants d'une épaisse pellicule. Cette pluie provenait des fumées d'une usine locale. Les habitants de la zone atteinte ont été invités à ne pas consommer les fruits et légumes pollués.

Cet exemple, parmi beaucoup d'autres, donne une idée de l'avenir que prépare à l'humanité une expansion industrielle désordonnée, si une révolution consciente du problème ne vient pas y remédier.

oOo

JACOBINISME PAS MORT. — Le T.F.A.I. (Djibouti) sera bientôt indépendant, c'est maintenant certain, puisque les Afars et les Somalis se sont mis d'accord sur le principe.

Les Comores sont déjà indépendantes. Mais la question de Mayotte n'est pas réglée, et la France suggère que cette île devienne un département d'outre-mer.

De même à Saint-Pierre et Miquelon, on propose le statut de département, à la place de celui de territoire d'outre-mer, comme remède aux difficultés économiques. Même position aux îles Wallis et Futuna. Et en Guyane, déjà département, on se prépare à faire immigrer massivement des colons venus de la métropole, ce qui provoque des protestations de plusieurs organisations locales.

Ainsi, alors qu'il faudrait diversifier, laisser à chaque territoire plus d'autonomie, la France veut uniformiser. Elle espère lier davantage à elle ces lambeaux de terres coloniales. Elle se trompe. L'uniformité provoque des réactions centrifuges, et va à l'encontre de l'unité véritable.

oOo

LES LECTEURS ONT LA PAROLE. — J'ai été très intéressé par l'opinion qu'ont exprimée les deux abonnés « en colère », comme ils ont été qualifiés. Ce qu'ils écrivent prouve que tous les lecteurs ne se rangent pas du côté de l'américanomanie et du réformisme. Les idées de Morier rejoignent ce que j'ai dit moi-même, sur plusieurs sujets. Je l'approuve aussi d'avoir pris la défense de l'Ecole Emancipée, tendance qui m'est chère (je l'ai montré lorsque j'ai présenté la brochure de Valière). Cependant, je dois dire qu'actuellement, l'Ecole Emancipée traverse visiblement une crise d'ultra-gauchisme. Beaucoup de jeunes ont adhéré à la tendance, et ils expriment dans la revue leur condamnation viscérale, parfois quelque peu désordonnée, de l'enseignement officiel et d'un syndicalisme réformiste qu'ils réprouvent sans nuances. J'approuve pleinement leur lutte contre les idéologies réformiste et stalinienne, qui a toujours été la nôtre, mais je souhaite qu'ils s'inspirent davantage des pionniers de l'Ecole Emancipée, les Dommanget, Salducci, Bouët, Aulas, Serret, Valière, et qu'ils considèrent les syndiqués des autres tendances comme des camarades à convaincre et non des adversaires à abattre. J'ai écrit dans ce sens à mon camarade Desachy, et je suis loin d'être le seul, paraît-il.

Pour en revenir à l'ensemble des questions posées par nos deux camarades, je pense qu'il serait utile que d'autres lecteurs donnent leur avis, entre autres tous ceux qui, ces derniers temps, m'ont exposé verbalement leur point de vue sur la R.P., qu'ils soient d'accord ou non avec ce que j'écris. Car le problème n'est pas d'empêcher une opinion réformiste de s'exprimer, mais d'y répondre en défendant une position révolutionnaire.

oOo

L'O.N.U. ET LE SIONISME. — Je ne cherche pas à ouvrir le dossier palestinien, mais l'actualité m'y ramène constamment.

L'Assemblée générale de l'O.N.U. a voté, à la majorité, une résolution condamnant le sionisme comme mouvement raciste. Je le dis tout de suite, avoir fait voter ce texte me paraît être une maladresse qu'il aurait mieux valu éviter. Car ce vote n'apporte aux Arabes qu'un inutile succès d'amour-propre, et aucun avantage

pratique. Passionnelle, la résolution provoque des réactions passionnelles. Parmi ceux qui l'ont approuvée, il y a des Etats peu qualifiés pour donner des leçons d'antiracisme. Et la France, dont l'appui aux Palestiniens est apprécié, a voté contre.

Ceci dit, l'émotion suscitée par cette affaire me paraît exagérée. En quoi le fait de déclarer raciste une doctrine qui tend à regrouper les hommes d'une seule ethnies est-il contraire à la vérité? On s'indigne parce que l'on s'obstine à faire un fâcheux amalgame entre sionisme et judaïsme, et à croire que la condamnation du premier implique celle de l'autre, ce qui est faux. Au lieu de s'émouvoir pareillement, on devrait se rendre compte de la vision des choses qu'ont les peuples du tiers-monde, et en tirer les conclusions nécessaires.

J'ai écrit récemment qu'il fallait déconfessionnaliser le Liban. Je pense de même qu'il faut déconfessionnaliser — ou déséthniser, comme on voudra — Israël. C'est ceci, et non la signature d'accords partiels qui ne règlent pas le fond des problèmes, qui pourra amener la paix au Moyen-Orient.

oOo

SUR LA COLONISATION. — Je n'ai pas eu l'intention, il y a deux mois, de traiter dans la R.P. la question de la colonisation dans son ensemble, mais d'expliquer pourquoi j'avais écrit que les colonies de peuplement étaient les plus nuisibles aux peuples colonisés. Je crois l'avoir fait assez clairement. Mais s'il faut se pencher sur les causes de la colonisation, alors, évidemment, on doit bien admettre que l'accroissement de la population européenne, le faible nombre et le faible niveau de culture des peuples autochtones d'Amérique et d'Océanie menaient fatalement à elle. Est-ce une raison pour accepter les massacres? Non, pas plus que nous n'acceptons les effets inhumains du capitalisme, qui a été aussi un produit inévitable de l'évolution historique. Les hommes des temps modernes n'auraient-ils pas dû se montrer plus éloignés de l'animalité que ceux de la préhistoire ou de l'Antiquité, et s'abstenir de détruire d'autres hommes moins bien outillés qu'eux-mêmes, moins forts, comme le surmulot a exterminé le rat noir, comme la grenouille rousse détruit la grenouille verte, comme les écureuils gris d'Amérique introduits dans les parcs de Londres par souci de variété y ont détruit les écureuils roux d'Europe. Malheureusement, à la seule exception des Quakers déjà cités, tous les colonisateurs d'Amérique du Nord et d'Océanie ont été des massacreurs, aussi bien ceux qui venaient pour fuir des persécutions que les convicts ou les conquistadores.

Si nous sommes d'accord sur ce point, que reste-t-il à discuter? Le nombre des Amérindiens et des Maoris est actuellement en augmentation? Après les grands massacres, les colonisateurs blancs, du moins leurs dirigeants, ont voulu tranquilliser leur conscience en protégeant les indigènes encore en vie, dès lors qu'ils étaient devenus trop peu nombreux pour constituer un danger. Et comme la population blanche de ces pays a augmenté, il y a eu aussi une légère augmentation du nombre des autochtones. Mais ceci ne justifie pas cela.

Reste la question suivante: la décolonisation a-t-elle apporté aux peuples des ex-colonies une véritable libération? Son importance ne m'échappe pas. Mais pour la traiter de façon sérieuse, il faudrait des renseignements précis sur le niveau de vie, le développement de l'instruction, l'évolution politique de chaque pays. On pourrait ainsi savoir où il y a progrès, stagnation ou régression. Les nouvelles que nous lisons dans la presse ou dans les livres sont souvent décevantes, mais on nous tient plus au courant des troubles ou des catastrophes que des faits positifs. De toute façon, j'estime que nous avons eu raison de soutenir les luttes des

peuples coloniaux pour leur indépendance. Car le colonisé souffre de sa situation d'« indigène », soumis à un peuple étranger plus fort. Les rapports entre colonisateurs et colonisés ne peuvent être qu'antagonistes, quelles que soient les intentions des uns et des autres. Aussi l'indépendance a-t-elle été saluée partout avec enthousiasme, même là où elle a été accomplie dans les pires conditions. Souvenons-nous de la fable de La Fontaine « le loup et le chien ». Le loup n'a que les os et la peau, mais il est libre et tient à cette liberté par-dessus tout. Bien nourri, gros et gras, le chien est satisfait de son sort, et peu lui importe d'être parfois attaché. Ayant fait faire une rédaction sur ce sujet dans une classe de cinquième où j'enseignais le français, dans le Nord de la France, j'eus la surprise de constater que la plupart des élèves préféraient la situation du chien. « Il vaut mieux bien manger, et tant pis si l'on n'est pas libre », écrivait l'un d'eux. Dans les pays du tiers-monde, on préfère l'attitude du loup, même si l'on doit être comme lui dépourvu de tout, même si l'on a à craindre les coups de dents d'autres loups.

oOo

PENINSULE IBERIQUE. — C'est encore vers elle que se tournent nos regards.

Il est difficile de ne pas commettre d'erreur lorsque l'on s'efforce de comprendre ce qui se passe au Portugal. Pour ne pas trop risquer de se tromper, il faudrait séjourner assez longuement dans ce pays, et en comprendre la langue. Ainsi, j'ai écrit ce que je pensais de l'affaire du journal « Republica ». Or, un jeune camarade revenu récemment de Lisbonne en a donné, au cours d'une réunion de l'Union des Syndicalistes, une version très différente de celle que je connaissais. Je souhaite qu'il écrive dans la R.P. ce qu'il nous a dit de vive voix.

Il semble clair qu'un coup de frein à la révolution a été donné par le Président Costa Gomes, qui a mis fin, avec une facilité déconcertante, à un mouvement des militaires gauchistes. (S'agissait-il bien d'un putsch comme on l'a dit?) Ceci a confirmé mes craintes au sujet d'une situation qu'aucun mouvement révolutionnaire ne paraissait capable de dominer, et dans laquelle on a laissé les militaires agir tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Je ne pense pas non plus que la révolution portugaise puisse se faire contre le Parti Socialiste, qui détient une influence prépondérante sur la classe ouvrière du pays. Même si Soarès, comme on me l'a affirmé il y a peu de temps, est beaucoup plus droitier que Mitterrand, il y a certainement dans ce parti portugais de nombreux éléments désireux d'en finir avec le capitalisme. Il aurait fallu compter avec eux, et mener la lutte idéologique à l'intérieur même du P.S. Est-il trop tard? Peut-être. La révolution vient de subir une défaite. Et le danger de retour en arrière, jusqu'à un coup d'Etat fasciste, est grand. Mais tout n'est pas encore perdu si la classe ouvrière portugaise assimile les leçons de ce qui vient de se produire.

En Espagne, la situation est bien différente. Enfin Franco est mort. Il y a mis le temps. Les médecins ont été capables de prolonger son agonie assez longtemps pour que le régime prenne toutes ses précautions, pour qu'il n'y ait pas de vacance du pouvoir. Persistant dans son retard politique sur notre époque, l'Espagne franquiste a fait de Juan Carlos le seul roi absolu d'Europe. En équilibre instable entre les ultras et l'opposition libérale, il aura bien du mal à s'y maintenir. Il semble disposé à mener une politique conforme aux vœux de la bourgeoisie espagnole qui, dans sa majorité, désire se rapprocher avec modération de l'Europe démocratique, sans rien changer de fondamental au régime instauré par Franco. Cela ne saurait durer longtemps. Tous nos espoirs vont maintenant vers les forces de gauche, à qui doit incomber la tâche de réaliser une Espagne démocratique, républicaine et socialiste.

Jacques GALLIENNE.

SUR LA DURÉE DU TRAVAIL

Il aura fallu la crise économique et ses répercussions sur l'emploi, sur le chômage qui s'accroît d'une façon alarmante, pour que les responsables des centrales syndicales remettent au premier plan de leurs revendications, appuyées par une série de meetings et de manifestations, l'abaissement de l'âge de la retraite et de la durée du travail dans les entreprises mises en sommeil depuis de longs mois.

Cependant qu'inquiets, eux aussi, de l'aggravation de la conjoncture — et surtout des réactions parfois violentes contre les licenciements (grèves, occupations, séquestrations, etc.) des victimes de plus en plus nombreuses de la récession — les politicards gouvernementaux, à l'instigation patronale, ont cru particulièrement habile de prendre les devants en reprenant à leur compte les réformes présentées par les syndicats afin de mieux les torpiller.

On allait voir ce qu'on allait voir. On se proclamait ultra-social à grand renfort de publicité sur les ondes et dans la presse écrite. Et pour faire bonne mesure, on affirmait la volonté de réduire les inégalités sociales en revalorisant en premier lieu le travail manuel, d'autant, reconnaissait-on « que ce sont les travailleurs de cette catégorie qui manifestement, exécutent les travaux les plus pénibles et cotisent, en général, bien au-delà des trente-sept années et demie jusqu'ici prises en compte pour le calcul de la retraite à soixante-cinq ans... s'ils atteignent cet âge ».

Et de commencer par annoncer ce début prometteur : la retraite à soixante ans pour les heureux manuels, appelés à en bénéficier en priorité. Ainsi le prévoit l'avant-projet qui doit être soumis aux faiseurs de lois en fin d'année pour entrer en application... en juillet 1976. D'ici là les intéressés, en supposant qu'il n'y aura pas d'autres entraves, auront tout le temps de se préparer, à leur retrait de la vie active et les chômeurs appelés à les remplacer, tout en continuant à se serrer la ceinture, de méditer à loisir sur leur future réinsertion professionnelle.

Au surplus, les candidats retraitables prévus ne seront pas aussi nombreux qu'on l'avait laissé entendre, puisqu'après s'être laborieusement penché sur le sort des ayants droit, trituré, ratiociné, ergoté sur les chiffres, il apparaissait aux généreux dispensateurs de cette manne charitable que, compte tenu des conditions envisagées : avoir effectué les travaux les plus pénibles et cotisé durant 43 ans à la Sécurité sociale, les plus chanceux n'étaient plus qu'une infirme minorité, soit 45.000 sur les 600.000 bénéficiaires éventuels.

Il convient de préciser que ce n'est là, est-il dit, qu'une première étape, renouvelable chaque année, d'un calendrier qui laisse prévoir — si rien entre-temps ne vient contrarier ces louables intentions — la généralisation de la retraite à 60 ans pour 1980.

Notons en passant qu'il leur était d'autant moins onéreux de consentir à ce « sacrifice » (de méchantes langues parleraient même d'un geste gratuit) que ces salariés, usés en général par les tâches ingrates, n'ont à cet âge qu'une très faible espérance de vie.

On ne pouvait, paraît-il, aller plus loin en raison de la nécessité de ne pas affaiblir davantage le potentiel économique, et surtout ne pas alourdir le budget qui sera amputé par ces mesures d'un milliard de francs chaque année. Un milliard, quelle folie ! Quand on a eu tant de mal à réunir encore cette année 50 malheureux milliards pour « notre défense ». (Entendons par là que ce raisonnement relève de la logique pure de la part des tenants de l'économie de marché, puisque l'équilibre de notre balance commerciale repose sur l'intensification des exportations d'armements.)

Mais là où nos néosociaux se sont surpassés, c'est à propos de la réduction de la durée du travail.

Pas question pour ces bons apôtres d'un retour progressif à la semaine de quarante heures (dont on a le cynisme de rappeler qu'elle reste la durée légale du travail), pas plus que de réduire la durée hebdomadaire actuelle de travail qui reste fixée pour l'ensemble des salariés à 43 heures. On s'en tient en effet, aux horaires supérieurs à celle-ci, c'est-à-dire aux maxima d'heures supplémentaires permises par les dérogations dont on sait que le patronat, par mille et un moyens, a su en tourner la réglementation par une pratique permanente de ce surtravail qui, à l'origine, ne devait être autorisé qu'exceptionnellement pour des travaux urgents et récupéré par la suite.

Autrement dit, il s'agit seulement de limiter les abus. Et ces abus sont nombreux dans des secteurs comme le bâtiment et les travaux publics où, pour terminer un chantier, le recours aux heures supplémentaires aboutit à des semaines de plus de 60 heures. C'est le cas aussi pour les industries alimentaires en période de récolte, pour les transports routiers en fonction des exigences des affréteurs, voire pour le commerce au gré des ventes promotionnelles. Eh, bien entendu, pas question de récupération par un repos compensateur.

On doit, cependant, reconnaître que si la situation s'est ainsi dégradée, ce sabotage des lois sociales n'a pu être opéré qu'avec le consentement de la grande majorité des travailleurs, âpres au gain immédiat et peu soucieux qu'ils contribuèrent, en se prêtant au jeu patronal à l'aviilissement des salaires. Sans compter qu'il ne leur restait plus, alors, le temps humainement disponible pour goûter non seulement le repos, mais pour jouir des moyens de culture et de divertissement qui leur sont offerts par la société moderne.

Conséquence de cette abdication : nous en sommes encore à cet égard à nous voir seulement proposer aujourd'hui l'abaissement de la durée « maximale » du travail. C'est-à-dire que cette durée, actuellement de 50 heures sur douze semaines, serait ramenée à 48 et celle de 57 heures sur une semaine ne devrait pas dépasser 52 heures. Et l'on prend soin d'ajouter « sous réserve des cas de dérogation prévus à la réglementation en vigueur ». Ce qui laisse implicitement latitude, moyennant cette concession toute formelle, au patronat de continuer d'user et d'abuser de cette tolérance complice dans les mêmes conditions.

Il va de soi que les représentants ouvriers se sont récriés devant les manœuvres restrictives des hommes au pouvoir, dont la collusion avec le patronat se manifestait encore à cette occasion en se contentant de lâcher quelques miettes assorties de vaines promesses d'avenir pour endiguer les mécontentements.

Ils rappelaient que la France, qui fut voici bientôt quarante ans, la première à appliquer la semaine de quarante heures — arrachée de haute lutte par un syndicalisme uni et fort — détient depuis pas mal d'années (selon l'Office statistique des Communautés Européennes) le triste record de la plus longue durée annuelle de travail avec, de nos jours, plus de 2.000 heures, tandis que la Belgique en est à moins de 1.850 et les Pays-Bas, l'Allemagne Fédérale et l'Italie aux alentours de 1.800.

Il est, d'autre part, reconnu que c'est en fin de journée, et spécialement au cours des heures supplémentaires, que la fatigue provoque le plus grand nombre de malfaçons et d'accidents ; ce dont il a encore été grandement question ces derniers temps par l'évocation des responsabilités patronales de plusieurs cas d'accidents mortels.

On sait, en outre, pourquoi le patronat s'acharne à faire exécuter le maximum d'heures supplémentaires qui,

en dehors des plus-values qu'elles lui procurent, lui épargne de payer une partie importante des charges sociales et d'employer un personnel plus réduit.

S'ensuit-il de ces constatations que les centrales syndicales doivent se borner à réclamer d'interlocuteurs aussi manifestement fermés à toute solution valable des mesures plus substantielles et dans un délai plus rapproché ?

De même, en l'état actuel des choses, lorsqu'elles exigent des mêmes la récupération obligatoire des heures supplémentaires, attendent-elles autre chose qu'une fin de non-recevoir plus ou moins déguisée ?

Quant à Force Ouvrière et à la C.F.D.T. qui demandent que les pouvoirs publics se fixent comme objectif un abaissement de la durée légale du travail hebdomadaire de quarante à trente-six heures pour les travaux pénibles et le travail posté et de nuit, cela sans perte de salaire, pensent-elles être prises au sérieux alors que le mouvement ouvrier n'a déjà pu obtenir, dans les circonstances difficiles actuelles, aucun engagement précis sur le retour aux quarante heures ?

En conséquence, il faut savoir regarder les choses en face et se persuader qu'en ce domaine comme en d'autres, la solution dépend surtout du rapport des forces en présence ; et, dans cette optique, que lorsque les pourparlers échouent aussi lamentablement, il ne reste plus qu'à passer des paroles aux actes, soit recourir à l'action directe ouvrière.

Or, cette action ne doit pas consister seulement en journées nationales d'action à peu près inopérantes, en défilés spectaculaires pour se donner bonne conscience et se défouler à coups de slogans vengeurs contre les fauteurs de malaise économique et social. L'expérience a prouvé que cette forme d'agitation — tout autant que les parolotes au sommet — se révèle passablement négative s'il n'est fait, dans le même temps, appel aux travailleurs pour une action d'ensemble sur le tas.

Précisément, dans le cas présent, c'est sur le lieu de l'entreprise que se situe l'enjeu de la lutte du travail pour tous. Et s'il est une bataille que les travailleurs sont à même, par leur action unie, de mener victorieusement, c'est sur le terrain même de leur exploitation.

Qu'on ne vienne surtout pas prétendre, pour échapper à ses responsabilités, qu'en période de dépression l'ouvrier, rendu prudent, répugne à s'engager à fond. C'est sans doute vrai pour un certain nombre, y compris ceux que l'on tente d'orienter vers d'illusoires échéances électorales. Mais, pour peu qu'on veuille s'en donner la peine et faire taire un moment certaines rivalités pour ne voir que le but commun, le résultat peut n'être pas négligeable. Il existe dans la classe ouvrière un levain capable de grandes choses si l'on sait le faire lever. Cela s'est vu en plus d'une circonstance où le flot ouvrier débordait même les limites dans lesquelles on voulait le canaliser.

En tout cas, et sans prétendre que cela résoudrait d'un coup les problèmes du chômage, il devient urgent d'entamer une vaste campagne, activement menée au sein du mouvement ouvrier, pour promouvoir le refus des heures supplémentaires. Faire comprendre aux travailleurs des entreprises non atteintes par la crise que ce qui est condamnable en période normale l'est encore davantage dans les circonstances actuelles. Qu'il est inadmissible qu'ils se fassent, dans leur entreprise, les complices de l'augmentation du chômage tandis que leurs camarades sans emploi piétinent à la porte. Que c'est là, enfin, un devoir de solidarité élémentaire entre salariés d'une même profession.

Sur ce plan, la partie peut être gagnée si l'on veut bien « mettre le paquet » pour réussir à les convaincre que c'est à eux, dès à présent, d'appliquer les quarante heures avec leurs pieds, c'est-à-dire en quittant le travail après la huitième heure accomplie (1), et en respectant la semaine de cinq jours. Si, en outre, le contrôle ouvrier est assez vigilant pour vérifier la justification des heures supplémentaires et en imposer la récupération.

Si, enfin, le sens des responsabilités existe encore chez les militants et responsables du mouvement syndical, indistinctement et unis pour une même cause, c'est incontestablement dans cette voie qu'il faut s'engager sans plus attendre.

N. FAUCIER.

(1) Cette tactique a été appliquée chez Renault par certains militants peu après la mise en application de la loi de huit heures et alors que la répression patronale était autrement impitoyable que de nos jours.

OUI OU NON, EST-CE VRAI ?

« La vie de notre énorme pays est évidemment très complexe et multiforme. Comme ailleurs, le travail des hommes, bien que peu productif et organisé de manière irrationnelle, et l'usage croissant des inventions de la science et des ressources naturelles, produisent tant bien que mal leurs fruits visibles. Des milliers de gens, manifestement heureux de leur destin, déambulent avec animation au pied des élégants gratte-ciel du Nouvel Arbat qui s'élancent très haut dans le ciel de Moscou. Mais derrière cette façade — comme en d'autres pays — se dissimulent bien des phénomènes qui échappent à l'œil étranger. Derrière cette façade s'étend une mer de malheurs, de difficultés, d'aigreurs, de cruauté, de lassitude et d'indifférence profondes, accumulées au cours des décennies et qui sapent les fondements de la société. Notre pays renferme un nombre exceptionnellement élevé de malheureux, accablés par le destin : vieillards seuls qui perçoivent des pensions dérisoires ; gens qui ont échoué dans la vie et qui n'ont ni travail, ni possibilité d'étudier, ni logement convenable — même en s'en tenant aux normes misérables qui prévalent chez nous — ; malades chroniques qui ne peuvent trouver de place à l'hôpital ; une innombrable horde d'ivrognes invétérés ; un million et demi de détenus, victimes d'une machine judiciaire aveugle, souvent injuste, vénale et soumise aux autorités et à la « mafia » locale, un million

et demi de détenus à jamais rejetés de l'existence normale ; de simples malchanceux qui n'ont pas su au bon moment glisser le pot-de-vin adéquat à la personne idoine. Il est pratiquement impossible d'aider toutes ces victimes et nul ou presque ne tente de le faire dans un monde caractérisé par la lutte difficile et épuisante que mène la majorité de la population pour se nourrir, par le repli sur soi-même, satisfait et rassasié, de la minorité, et par une organisation sociale aux apparences spectaculaires mais bien peu efficiente. »

Voilà ce que nous lisons au début de l'ouvrage (« Mon pays et le monde »), de ANDREI SAKHAROV, éminent savant physicien de l'URSS et qui fut privilégié comme tel. Oui ou non, est-ce vrai ? Si vous répondez : non, ce n'est pas vrai ! c'est que Sakharov ment, ou bien... ou bien qu'il est fou. Nous n'aurions pas dû écrire ce mot quand des « asiles psychiatriques spéciaux » sont ouverts pour tous ces hommes réputés savants qui révèlent aujourd'hui ce qu'il y a « derrière la façade ». Ah ! comme nous voudrions être convaincus que cela n'est pas vrai !

Mais posons d'abord une question plus limitée : y a-t-il encore en U.R.S.S. des camps de concentration ? Attention à votre réponse ! D'autres avant vous ont répondu non, qui s'en repentent aujourd'hui.

1945 : LOUZON ET LA BOMBE ATOMIQUE

En août 1945, nous étions dans un hameau du Tarn-et-Garonne lorsque les journaux locaux nous apprirent que les Américains avaient utilisé l'arme à terminer la guerre... A travers des informations nébuleuses nous essayions de comprendre lorsque Louzon nous adressait de Cannes la lettre que l'on va lire.

Alors à travers l'émotion qui le secouait, à travers son savoir, sa clarté d'expression, nous avons senti qu'une ère nouvelle commençait pour l'humanité. Et tout ce que ces trente années ont apporté de découvertes et de changements nous ont rendu cette lettre précieuse.

C'est pourquoi nous avons demandé à Louzon la permission de la publier dans cette « Révolution Proletarienne » à laquelle il a donné tant de travail et d'affection, sûrs que les anciens de notre revue retrouveront avec une cordiale émotion la lucide et vigoureuse pensée de notre camarade.

L'âge et la maladie l'ont réduit au silence, mais il demeure attentif aux secousses qui ébranlent une civilisation vieillie et certain que le combat que nous avons mené n'aura pas été inutile.

H. et B. GIAUFFRET.

**7 août au matin,
lendemain du 6 août,
jour extraordinairement historique**

Mon vieux,

Je t'écris parce que j'ai absolument besoin d'écrire comme exutoire à mon émotion. Emotion qui dure depuis hier 22 h 14, lorsque la B.B.C. m'a donné la déclaration de Truman concernant la « bombe atomique ».

C'est une ère nouvelle qui s'ouvre pour l'humanité, ère qui sera peut-être d'ailleurs l'ère de sa destruction. En tout cas un événement d'une portée au moins du même ordre que l'utilisation pour la première fois de la poudre à canon, ou la découverte de la machine à vapeur. Ce n'est pas simplement un explosif perfectionné ; c'est quelque chose de tout à fait autre, d'un tout autre ordre de grandeur.

C'était un vieux problème, un problème qui datait de 50 ans, qui datait du premier jour où l'on a découvert le radium. Une perspective que tous les radio-physiciens avaient soin de signaler en bonne place dans tous leurs bouquins, mais qu'ils avaient soin d'indiquer comme un problème dont la solution était sans doute très lointaine, si même elle devait jamais être trouvée, car je crois bien qu'ils craignaient tous qu'elle ne le soit étant donné ses conséquences, certainement colossales, mais imprévisibles.

Il y avait d'ailleurs deux problèmes, deux sources énormes d'énergie à capter, dont la seconde était encore infiniment plus importante que la première, et ce n'est que la première (du moins je le suppose) qui est encore utilisée dans la bombe de Truman.

Cette première est la désintégration explosive de l'atome. Il s'agissait de faire quitter leurs orbites non pas de temps en temps à une planète d'un système solaire, comme ça se produit dans la désintégration naturelle et lente des corps radio-actifs,

mais de faire quitter simultanément à toutes les planètes des millions de systèmes solaires qui constituent la moindre parcelle de matière, ce qui, évidemment, doit amener quelque trouble dans l'espace ambiant... Voilà donc, qui, aujourd'hui est fait !

Mais il y a la seconde chose, qui consiste à ne plus simplement utiliser l'énergie cinétique des particules de l'atome, mais à détruire les particules elles-mêmes en transformant la matière dont elles sont faites, en énergie rayonnante. Einstein nous a appris que cela était théoriquement possible, et c'est, paraît-il, sans doute à cette transformation qu'est dû le rayonnement quasi perpétuel du soleil et autres astres. Mais cela, c'est une source d'énergie à côté de laquelle la précédente n'est que de la petite bière ; c'est le problème de demain ; il n'est pas dit maintenant qu'on ne le résoudra pas, comme on vient de résoudre le précédent.

Mais, rien que pour nous en tenir à ce qui est maintenant acquis, on ne peut vraiment que dire que les conséquences en seront formidables, car il est impossible de les prévoir, de prévoir même leur direction. Sera-t-elle vers le bien, sera-t-elle vers le mal ?

Evidemment ! pour l'avenir immédiat, on voit bien que cela ne signifiera pas seulement la fin prochaine de la guerre contre le Japon, mais un ajustement *sine die* du conflit avec l'U.R.S.S. Staline ne peut plus désormais que s'incliner. Les Anglo-saxons sont, *pour aujourd'hui*, les seuls maîtres du monde.

Je dis les Anglo-saxons et non seulement les Américains, puisque les Anglais sont dans le coup. Ils le sont même doublement. Ils le sont techniquement puisqu'ils ont collaboré dans les recherches avec les Américains (et je ne m'étonnerais pas que pour la partie proprement inventive ce soient eux qui aient joué le grand rôle, le génie de Watt, de Faraday et de Ruthyard est encore en eux), et ils le sont aussi parce que le grand gisement d'uranium du monde — l'uranium étant la matière première de la bombe — se trouve au Canada (tout au moins il en était ainsi en 1939) (le second, mais qui ne fournit qu'à un prix bien supérieur, est celui du Congo belge).

Mais tout ceci ne sont que des événements sans grande importance à côté de toutes les conséquences d'un tout autre ordre de grandeur, qu'on pressent, sinon qu'on prévoit.

Je me demande si l'une de ces conséquences ne sera pas la disparition de la morale. Déjà la lutte dantesque que soutenait le courage japonais contre la technique américaine (120.000 soldats japonais à Okinawa, tués pratiquement jusqu'au dernier), cet extraordinaire conflit entre la valeur morale de l'homme et sa valeur intellectuelle, et où la première est vaincue, m'avait fait me poser la question ; mais maintenant elle se pose bien plus.

Toute la partie positive de notre morale (je ne parle pas de la partie négative, qui est d'origine chrétienne) nous vient de l'antiquité et est fondée sur la valeur que nous attribuons au courage. Si nous nous opposons à l'oppression, à l'injustice, si nous ne sommes pas des esclaves soumis, si nous

nous maintenons dans un certain degré de dignité humaine, c'est parce que nous avons un certain don de courage, que nous apprécions le courage. Vertu vient de *virtus*, et *virtus* veut dire courage. Or, qu'on le veuille ou non, le courage est d'origine militaire. Les qualités que requerrait l'hoplite grec ou le légionnaire romain sont l'origine et la base des notions qui forment tout ce qu'il y a de bien dans notre monde, tout ce qui dans notre morale est à l'origine des progrès des mœurs.

Or, ce qui est inutile disparaît. Dès ces derniers mois le courage militaire s'avérait comme presque inutile. La fin du courage militaire, n'est-ce pas la fin du courage tout court ? La fin du courage n'est-ce pas l'acceptation béate ou résignée de la soumission et de l'esclavage ?

Mais je m'arrête, car un souvenir vient me rappeler l'extrême modestie qu'il faut avoir dans les

anticipations. Les anarchistes de Chicago pensaient que la découverte de la dynamite et le perfectionnement des explosifs, en mettant entre les mains de l'individu une plus grande puissance, préserverait celui-ci contre l'oppression de l'Etat. C'est le contraire qui est advenu ; l'explosif a renforcé la puissance de l'Etat.

Amitiés à vous deux.

R. LOUZON.

Dans le livre d'un physicien norvégien « De l'espace à l'atome », je lis : « ... on pourrait espérer obtenir de cette manière des sources nouvelles d'énergie surpassant des millions de fois celles que nous possédons maintenant. *Mais ce n'est là qu'un rêve, sur lequel il est prudent de ne pas fonder trop d'espoir !* »

(La traduction française date de 1929, il n'y a guère que 15 ans !)

LES IDEES ET LES HOMMES

NI PROLÉTAIRES, NI RÉVOLUTIONNAIRES ?

Que sommes-nous donc ! En 1975 un prolétaire c'est : un manoeuvre algérien, ou un O.S. portugais, un Sénégalais sans travail, ou un soudeur yougoslave licencié ; peut-être un viticulteur de l'Aude qui n'a pas de tracteur et vivote dans son cabanon au milieu de ses vignes et d'un maigre jardin, derrière la garrigue brûlée de soleil et de vent ; c'est la jeune dactylo qui se vend à un organisme de travail intérimaire, ou travaille chez un avocat minable sans être déclarée à la Sécurité Sociale ; ou bien le petit épicier que le super-marché du coin a dépossédé de ses clients et qui, à 70 ans, travaille comme gardien de nuit ou concierge à moins de mille francs par mois pour survivre... C'est, peut-être l'étudiante qui a échoué à ses examens, dont les parents ne peuvent plus payer les études, et qui doit s'inscrire au chômage (pardon : à l'A.N.P.E...) pour pouvoir bénéficier de l'assurance maladie, etc., etc.

Comment croire que cette collection d'individus puisse constituer une classe ? Et rêver qu'elle décide un jour de s'attaquer au régime capitaliste, pour l'abattre après quelques jours, ou semaines de révolution ?

C'est une première question, que je pose sans y répondre, soucieux d'abord de **provoquer** la discussion !

Une autre question, plus méchante peut-être, serait la deuxième : où sont les prolétaires **P**ARMI NOUS, les « rédacteurs » bénévoles, et les amis de la « Révolution PROLETARIENNE » ?

Je rêve plutôt d'une nouvelle « R.P. » qui laisserait sa place à l'imagination, et à la « littérature », — à la poésie, pourquoi pas ! Comme un « après la Révolution » à consommer de suite, — une page de calme et d'oubli au milieu des luttes et des disputes théoriques, ouverte à tous : révolutionnaires ou réformistes, militants du « Front Ouvrier... » ou de la X^e Internationale, chrétiens de « progrès » et athéistes de choc, technocrates de l'ultra-gauche et ouvriers spécialisés immigrés, jeunes dactylos abruties par les cadences et le bruit, ou élégantes intellectuelles du M.L.F...

Ce serait ici une tentative de réconciliation des contraires, en une synthèse, aimable ou furieuse, au hasard des rencontres, des événements, ou des songes... Une solution peut-être pour l'avenir d'une revue de combat et d'action (qui, hélas, à ce qu'il y paraît depuis quelques années, ne conduit guère de combats, et n'a pas suscité d'actions originales, ayant perdu peu à peu la liaison réelle avec les militants, comme avec le « prolétariat »...). Mais voilà de tant d'activistes brouillons, et de tant d'arrivistes du

syndicalisme enseignant, de tant de petits menteurs, ou de médiocres « politiciens infiltrés »...

UNE REVUE DE CULTURE ET D'ACTION

Une revue populaire (R.P. toujours !) qui renouerait — par-delà ce dernier demi-siècle — à une tradition de culture et d'action qui s'est perdue dans les méandres de la politique (du Front Popu, comme de la « Résistance », ou de la « Collaboration », et de la « Reconstruction tripartite », et du « Gaullisme »...) — des scissions, et des réunifications, et des éclatements, du syndicalisme, — et de l'« autonomie » des enseignants jetés, sous le drapeau de l'unité efficace, dans le corporatisme et la politisation des tendances, définitivement coupés des syndicats ouvriers.

Oui ! Quel rêve... pour **DEMAIN** ?

Et comment, dès maintenant, oser l'écrire ! Comment ne pas craindre le ridicule, ou les ricanements des « militants-qui-n'ont-pas-le-temps-pour-la-fantaisie », et préférer, à tout prendre, s'abandonner à une soirée de télévision qui finit vite en sommeil... ?

J'ai longtemps hésité, tergiversé, pesé le pour, et surtout le contre, jugé d'avance cette tentative comme désespérée, mesuré sa difficulté, comme mes faiblesses. N'était-ce pas une sorte de provocation, d'écrire pour rien — pour le plaisir — dans une revue d'abord destinée à la défense des travailleurs et à la recherche de la vérité ?

Oui, mais quand il y a deux vérités inconciliables ?

Et quand les nouvelles des luttes ne sont présentes au sommaire que par des rappels d'informations puisées dans... « les journaux » ?

Alors on est bien tenté par autre chose, qui serait l'expression d'une vérité personnelle, d'une liberté totale dans le récit d'expériences vécues, hier et aujourd'hui, comme un nouveau jeu des portraits qui mêlerait la réalité et le rêve, dans un dialogue permanent avec le lecteur...

Ainsi je voudrais donner ici la parole à un de mes amis, vieil abonné irrégulier de la R.P., converti depuis quelques années à l'Action poétique, car il pense que « dans notre siècle d'abrutis et de crétinisme mécanique, le plus urgent, aujourd'hui n'est pas... « l'augmentation de la consommation »... mais la défense, dans tous les domaines, d'une certaine POESIE... ». Et il raconte, dans un court poème, les souvenirs de ses dix-sept ans ; son apprentissage de maçon, abandonné plus tard pour l'enseignement... (1).

APPRENTISSAGE

*A dix-sept ans qu'il est dur, sur le chantier
de mon père, dans ce village du Midi, au soleil
d'août, l'apprentissage du métier!*

*Mes camarades d'étude, l'après-midi, vont se baigner
ou jouer au billard, dans une arrière-salle de café
désert; ou s'ennuient, et promènent, sur le boulevard,
leur inutilité triste et morne. A travers
les rues brûlantes je les rencontre, parfois,
quand je pousse mon lourd chariot chargé de sable,
de sacs de ciment, ou de briques.*

*S'ils me voient, gênés, ils m'offrent un petit
sourire affable, attendri, compassé,
et un peu méprisant.*

*Ce sont des enfants gâtés, la « crème de l'ail »,
comme dit mon père, quand il parle, en paysan,
de tous ces petits bourgeois pour qui le travail
manuel, l'apprentissage, est un déshonneur!*

*A certaines heures, pourtant, je les envie :
quand le seau de mortier est si lourd!
Leur bonheur me semble vrai : ils ont
une toute autre vie que moi : je dois gagner
la mienne, travailler pour qu'à la prochaine rentrée
des classes, retournant à mon Ecole, je sois
ravitaillé pour trois mois sans l'aide de ma mère
si lasse...*

*Pour l'instant, je n'y songe guère,
espérant simplement que dimanche,
nous retrouverons avec trois amis de mon âge, —
Albert, commerçant, Louis, charcutier, Robert
le forgeron, — les petites filles du bal dans
un proche village, entre les Corbières
désertiques et la mer, d'où vient,
certains soirs d'été le vent d'orage...*

*Je ne suis pas à plaindre, ni triste,
ni amer. Et ces idiots qui déambulent
par les rues, dans leurs costumes
de petits maîtres trop choyés,
n'auront jamais vécu, comme je l'ai connue,
la vie d'un apprenti dans son humble foyer.*

*Nous sommes différents, dans des mondes « à part ».
Ils me méprisent un peu, sans doute,
ou ont pitié. Mais pour moi, cet apprentissage
fut un bel art de vivre, et la source
de solides amitiés.*

UNE AVENTURE...

En 1975, nous pourrions rêver d'une autre aventure : celle qui attend la jeunesse lorsqu'elle se permet de vouloir goûter d'une autre vie que celle du : ...« Travail, Famille, Patrie »... hérité de la guerre, mais toujours solidement présente dans le cœur du « Français moyen » !

Ainsi Françoise D... (le prénom est d'emprunt, mais l'histoire est authentique) (2), qui, à 19 ans en ayant ras-le-bol du collège et de l'apprentissage en C.E.T., décide, au printemps 197... de « partir sur les routes », de voyager, et de gagner son pain au hasard des métiers de serveuse, d'hôtesse, ou de barmaid... Une annonce dans un journal de Nice, la visite à une Agence un peu bizarre mais enfin... Et hop! — l'avion à Marignane — un superbe monstre sympathique, le baptême de l'air (grâce au prêt d'un ami complaisant), et on débarque en Corse, ravie, un peu grisée par cet éclat soudain de la mer, la douce brise du soir, les sourires du « patron » qui attend dans sa belle voiture rouge...

« C'est bien... c'est épatant... les gens du bar sont sympas... on vit en famille... etc. ». C'est ce que Françoise téléphone, les premiers jours, à sa famille du « continent »... un peu inquiète...

Et puis, le silence... Françoise n'aime pas écrire, on le sait bien. Elle a déjà quitté « le foyer » plusieurs fois, pour des séjours en montagne, ou « sur la Côte », en camping, avec des copains et copines, sans guère donner de ses nouvelles. Puis un beau jour elle est reparue, toujours aussi dynamique, branchée sur la musique pop, les danses modernes, et les bals de nuit qu'on termine au bord d'une route, ou sur la plage, après avoir dansé, trop bu aussi...

Une dizaine de jours plus tard, Françoise téléphone. Elle parle difficilement; il n'y a que sa sœur à la maison, et elle comprend mal, sinon que Françoise a changé de « patron ». On a relevé la nouvelle adresse... — « Je me demande si elle était malade... ou si elle avait trop bu... sa voix enrouée, sa façon de parler. Elle a surtout dit qu'on lui écrive... Puis elle a raccroché assez brusquement... ».

A SUIVRE... (peut-être ?)

A ce moment de mon « histoire » je vois que ma « chronique » dépasse déjà l'importance que je voulais lui donner ! J'ai peur que mes lecteurs éventuels s'indignent et protestent qu'il est bien d'autres aventures, plus exaltantes ou tragiques, sur les chantiers ou dans les entreprises, à raconter ici. Je vais donc attendre leurs réactions, avant de poursuivre — le cas échéant — cette chronique inattendue qui se veut essentiellement de discussion LIBRE — de dénonciation aussi — sur ou à propos de sujets qui ne sont pas directement liés à l'action syndicale, mais qui mettent en question la vie même... Qu'on m'encourage donc, ou qu'on me décourage ! Mais surtout pas le SILENCE qui signifierait plus encore que la dénégation, l'indifférence, ou le mépris !

Jean MAGRI.

(1) L'auteur m'a demandé de ne pas le nommer, provisoirement...

(2) Avons-nous des abonnés en Corse ? Je peux fournir des précisions... Il suffit de m'écrire...

EN PREPARATION :

un ouvrage de Nicolas FAUCIER :

LE MOUVEMENT OUVRIER AUX CHANTIERS NAVALS DE SAINT-NAZAIRE UN SIECLE DE LUTTE SOCIALE

La monographie d'un des foyers de la lutte ouvrière en France; une étude historique et sociologique.

Prix de souscription : 18 F

Nota : Nous avons annoncé dans le précédent numéro un prix de souscription de 15 F. Mais il ne s'agit plus d'une brochure de 120 pages; c'est un volume d'environ 200 pages. Les souscriptions reçues restent valables.

Souscrivez dès maintenant aux EDITIONS SYNDICALISTES

C.C.P. 21764-88 PARIS

POINT DE VUE SUR LE DOGMATISME RÉVOLUTIONNAIRE

« Mais pourquoi s'étonner de ce qu'un radical se sente plus près des gens au pouvoir que des partis ouvriers même dégénérés », s'interroge Jacques Gallienne dans l'un des derniers numéros de la R.P. à l'occasion de l'audience octroyée à Robert Fabre par le Président de la République. Cette question, dont la formulation mériterait débat, pose le problème tout à la fois complexe (sur le plan social) et très simple (sur le plan individuel) de notre morale prolétarienne, celle du refus de parvenir qui demeure une valeur permanente du mouvement ouvrier si l'on veut qu'il accomplisse sa double tâche quotidienne et d'avenir, me semble une introduction excellente parce qu'un peu provocatrice au sujet que je souhaite examiner aujourd'hui avec tous les révolutionnaires amis de la R.P.

Il s'agit des problèmes que pose l'existence relativement récente d'une tendance dont font peut-être partie un certain nombre de nos lecteurs, au sein d'un parti « ouvrier » (en l'occurrence le parti socialiste), je veux dire celle du C.E.R.E.S.

Il suffirait de remplacer le terme radical par celui de « petit bourgeois » pour être tout à fait clair.

Organisée au départ, si mes informations sont exactes, par Guy Mollet que tous les socialistes et la classe politique viennent d'enterrer, animée aujourd'hui par Jean-Pierre Chevènement, énarque dynamique et intelligent, elle me semble entachée des trois « péchés » (que l'on excuse ce vocabulaire chrétien !) qui, depuis ses origines ont conduit le mouvement ouvrier aux pires errements à savoir le dogmatisme, l'opportunisme et le révolutionnarisme. Ce n'est pas mettre en cause l'honnêteté des camarades séduits par cette tendance que de suggérer qu'à mon avis — les mêmes causes produisant les mêmes effets — ils se trompent.

1° Ne s'agit-il pas en effet d'un courant de pensée caractérisé par le dogmatisme ? S'affirmer comme l'aile gauche du P.S. n'est pas sans faire songer à la prétention risible du P.C.F. se voulant comme « le » parti de la classe ouvrière. Quelle autorité peut justifier telle assertion ? Faut-il rappeler l'histoire ? Après la libération, contre le socialisme humaniste de Daniel Mayer, s'est développé le courant molletiste pur et dur invoquant la fidélité à la lutte des classes. On connaît dans la pratique les résultats auxquels ont abouti de telles déclarations d'intention. Auparavant, en 1914, le guesdisme — animé par le même marxisme mécaniste — a abouti à l'Union sacrée en dépit des protestations sublimes de Zimmerwald et Kienthal. Pour des syndicalistes qui se veulent révolutionnaires et devenir les hommes libres et fiers dont F. Pelloutier a ébauché la silhouette, il est essentiel de refuser tout évangile fût-il marxiste et la formule fameuse de l'« Internationale » : « Ni Dieu, ni César, ni tribun » demeure incontestablement dans une société de plus en plus aliénée — déjà peut-être post-industrielle d'actualité.

2° L'opportunisme est l'une des tares auxquelles succombent périodiquement les « dirigeants » de la classe ouvrière. Si la palme peut être facilement accordée dans ce domaine au P.C.F. qui, du pacte germano-soviétique à l'union du peuple de France, a confirmé sa capacité d'adaptation aux « lois » d'une pseudo-dialectique qui se dégrade en rhétorique sclérosante et circonstancielle, le socialisme qui se dit démocratique n'en est pas moins exempt et ce n'est hélas que rappeler les faits que de constater que la défunte S.F.I.O. a donné — même si les intentions étaient bonnes et la situation internationale à la fois complexe et manichéenne — une image désastreuse de l'idéal d'émancipation ouvrière durant la quatrième République et au moment de la guerre d'Algérie. L'opportunisme aujourd'hui même, s'il ne se situe plus à droite mais à gauche, consiste à ne pas éviter les

pièges du verbalisme révolutionnaire en ne distinguant pas suffisamment la paille et le grain des mots. Pour avoir des chances de naître et de devenir, la révolution socialiste a besoin de forger des concepts clairs qui rendent compte des faits et refusent la démagogie. Aussi, Albert Lemire a raison de rappeler que l'autogestion (1), fin et moyen auxquels nous sommes tous attachés, suppose non des paroles mais des actes. La plus laborieuse des coopératives ouvrières de production, même si elle échappe à la perspicacité « révolutionnaire » des thuriféraires professionnels qui font carrière dans les salons de l'intelligentsia de la gauche parisienne, me semble engager davantage l'avenir que le grand argument mis en avant en août 1973, à savoir « que l'on devait rentrer chez Lip tous ensemble » auquel fait allusion Albert Lemire qui a parfaitement raison de souligner que « rien n'est donné à l'avance. Tout est à conquérir et durement ».

C'est pourquoi le suivisme — aujourd'hui de gauche — qui caractérise nos camarades du C.E.R.E.S. et s'exerce simultanément à l'égard du gauchisme ou des communistes (ne hurlaient-ils pas avec les loups pour clamer « Bergeron-traison ! ») me semble inquiétant dans la mesure où il risque pour reprendre une formule heureuse et percutante de l'avocat F. Mitterrand de créer avec de vrais petits-bourgeois un faux parti communiste.

3° Il me semble d'autant plus dangereux que le révolutionnarisme (exemple le Chili ou le Portugal) a toujours favorisé les menées de la réaction pour reconquérir des positions quand le mouvement social qui s'appuie sur la lutte des classes est sur le point de faire basculer le vieil ordre du monde basé sur la peur et le profit. A celui-ci, il faut opposer un ordre nouveau (tant pis si l'expression a mauvaise consonance) promouvant ce degré supérieur de la liberté qui s'appelle la responsabilité. Il exige que l'on ne joue pas à la révolution comme à 12 ans on joue aux cow-boys et aux indiens et que le prolétariat organisé approfondisse la science de son malheur pour éviter les élans furtifs de l'instinct et préférer les solutions réalistes et constructives. C'est dire l'importance de la tâche d'éducation ouvrière à laquelle tous les syndicalistes dignes de ce nom sont attachés. Nul doute que mes camarades du Syndicat National des Instituteurs, éducateurs du peuple par définition et situation, aient un rôle déterminant et privilégié à jouer dans cette entreprise.

A ce sujet, il me semble que la distribution actuelle des tendances au sein des enseignants fait le jeu de la division ouvrière. Des minorités de rencontre se retrouvent en effet soit au club « Université et Démocratie », caution socialiste de la tendance « Unité et Action » animée par les communistes, soit à ce qui s'appelle encore l'Ecole Emancipée pour objectivement favoriser les menées des néo-staliniens alors que le combat pour un syndicalisme unitaire, indépendant et démocratique devrait regrouper la majorité anticléricale (2) des enseignants.

En conclusion, ne faut-il pas se demander s'il n'existe pas une filiation, une identité de comportement, un rassemblement de tempéraments communs dans le guesdisme d'avant-hier, le molletisme d'hier et le « chevènementisme » d'aujourd'hui ? Telle est la question fondamentale pour l'avenir que pose cet article. Bien entendu, je n'écrirais pas dans la R.P. si mes propos ne pouvaient et ne devaient pas être discutés, contestés, amendés, nuancés. On peut considérer qu'ils constituent une ingérence inacceptable dans la vie d'un parti dont

(1) Vilain mot qui a le mérite de se confondre avec le dessin socialiste et auquel je préfère la formule : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

(2) Face au cléricisme moscoutaire ou provenant de la place du Colonel-Fabien.

par ailleurs je suis adhérent et militant. Mais on ne se guérit jamais de son enfance et celle-ci — la mienne — est ouvrière. Si l'administration des choses et le gouvernement de la cité, sans parler de l'avenir de l'humanité, exigent sans doute une vue élargie du mouvement social qui dépasse la seule aire syndicale, celui-ci est d'abord conditionné par l'action prolétarienne qui constitue les racines et la raison d'être du syndicalisme. Rien des intérêts ouvriers ne peut demeurer étranger aux syndicalistes. C'est pourquoi il demeure indispensable de rechercher la vérité — seule propagande acceptable pour des travailleurs — même et surtout si elle dérange les conformismes et se situe à contre-courant des systèmes de pensée à la mode. Mieux, cette recherche passionnée revendique le droit de se tromper et de cette sincérité tout au moins, je ne prie pas les camarades, qui liront ce papier, de m'excuser.

Jean MOREAU.

PARMI NOS LETTRES

Pas de sectarisme

De Yves BLONDEAU (Paris) :

« Je viens de recevoir le dernier numéro et j'ai vu que tu avais passé des articles de lecteurs « en colère » dont celui de Bock. Je crois utile que ces articles aient paru, utile aussi « l'entre-nous » et le débat proposé. J'avais tendance moi aussi à trop de sectarisme lorsque je suis arrivé à la R.P. et vous m'avez aidé beaucoup à mieux juger certaines choses, certains faits. Mais cela n'empêche que je comprends la colère de ces deux camarades, surtout après l'attitude de Bergeron dans le conflit du « Parisien Libéré ». Ce n'était pas, qu'on le veuille ou non, une attitude syndicaliste. Ceci explique la colère de ceux-là.

Une troisième abonnée en colère

De Alida DE JAGER (Suisse) :

Je suis la troisième « abonnée en colère ».

Je souscris à chaque mot que les deux premiers disent. Surtout votre attitude envers la victoire de la révolution vietnamienne creuse un abîme entre vous et le peuple vietnamien et entre vous et le peuple du monde. Ça dépasse entièrement les limites de « l'américanophobie ». Cette victoire vietnamienne sera une des causes de la révolution américaine comme la victoire des Américains sur les Anglais en son temps fut une des causes de notre Révolution de 1789, et comme la défaite de la grande flotte de guerre russe devant Port-Arthur fut une des causes de la révolution russe de 1905.

Cependant je resterai malgré tout, ainsi que ma fille, fidèle à la « Révolution prolétarienne » de Monatte.

Un abonné sans colère

De Jean DUPERRAY (Saint-Etienne) :

L'article de A. Morier, même en colère, est d'une autre encre que les insanités que j'avais relevées et citées dans celui qui m'a fait, à son dire, accéder au grade de porte-parole interposé d'un Réformisme qui aurait dû être prohibé dans ces colonnes. C'est une qualité nouvelle qui, malgré mon âge actuel, manquait encore à mon palmarès. Je ne chercherai pas à m'en disculper. La R.P. connaît sans doute les siens. Il y a aussi vieille date que son âge propre, qu'elle publie des Majoritaires F.E.N. ou S.N.I. en même temps que des militants E.E. ou d'autres mal situés entre ces deux tendances. Nous avons connu, même avant 1939, des temps meilleurs où, cependant, même sans être en colère, les militants de l'E.E., loin de pouvoir identifier leurs positions à celles du noyau de la R.P., avaient conduit contre la revue des polémiques et des luttes homériques. C'étaient des temps

meilleurs, non pour cette raison, mais parce que les « permanentes querelles obscures » du mouvement ouvrier avaient quand même une autre tenue, une autre précision, une autre clarté. L'argumentation de Morier est claire et contestable. L'affiliation syndicale à une organisation et, en elle, le choix d'une tendance donnée, ne relèvent pas purement et simplement du choix, en toutes circonstances, d'un programme doctrinal, comme lorsqu'il s'agit de celui d'un groupe d'affinité, d'un parti politique, d'une affirmation idéologique. On ne peut faire découler, pour un militant ou une organisation, de tels critères, l'octroi d'un brevet de réformisme ou de bonne conception révolutionnaire.

La R.P. n'est pas un organe de tendance, mais une tribune libre syndicaliste révolutionnaire publiant, sous responsabilité d'une rédaction bénévole, ce qui lui paraît intéressant pour l'information syndicale militante, par rapport à son orientation. Cela, à la limite, peut être aussi bien au contre-pied.

Il n'y a pas souvent, à proprement parler, choix selon « le point de vue » de la R.P. Un article signé, sauf si c'est spécifié, n'engage jamais la revue mais seulement l'auteur. Par contre, et par exemple, aussi discutable soit-elle selon des militants au travail sur ces questions et ces problèmes, une note comme celle de la page 4140 du n° 616, mettant en cause la F.E.N., actuellement vigoureusement attaquée de tous côtés, et en particulier par le S.G.E.N., à propos du problème de l'auxiliarat, note publiée sans signature, peut, pour cette raison, être considérée, peut-être à tort, comme l'expression de la position de la revue...

Il y a dans tout cela des problèmes de modus vivendi, et de publication précise, certainement à revoir à la R.P.

Il faudrait concilier à la R.P., à la fois les libres informations et expressions syndicales les plus larges, hors-esprit de tendance, de secte, d'affiliation, ou de parti, mais resserrer en même temps l'expression de l'orientation selon ce qui paraît, au noyau de la revue : conscience syndicale de classe. Pour cela, par exemple, il faudrait reprendre, après lecture-étude des « cinquante ans de la R.P. » d'Alexandre Croix, la rédaction d'un manifeste aussi bref et aussi clair que le furent : La Charte d'Amiens, Le Manifeste de la « Ligue Syndicaliste », et celui (notre dernier) : Au Syndicat Le Pouvoir..., les révisant d'ailleurs, ou non. Ce manifeste définirait l'orientation de la revue... dont le premier principe serait de ne pas l'obliger à rejeter forcément toute expression jugée non copie conforme.

Des remous ? Tant mieux !

De René LEBRAS (Paris) :

Les deux articles des abonnés en colère, vont faire des remous et préparer des discussions, tant mieux, j'espère avec un esprit de tolérance de part et d'autre, sans quoi, la R.P. n'a plus sa raison d'être une revue syndicaliste où tous les courants de pensée peuvent s'exprimer librement.

Je suis loin d'être d'accord avec Bergeron, mais quand il écrit, qu'il parle dans une réunion, c'est bien au nom de tous les syndiqués de la C.G.T.-F.O.

L'idée est bonne de réunir les abonnés de la R.P. pour organiser un échange de vues sans passion.

Pour moi, la R.P. représente un centre, un lieu de rendez-vous, de discussions entre militants syndicalistes qu'ils soient à la C.G.T., à la C.F.D.T. ou à F.O.

En toute amitié.

Je plaide coupable !

De Roger HAGNAUER (92) :

Je voudrais m'excuser auprès de Morier et de Bock (R.P. novembre 1975). Je suis sans nul doute un des responsables de cette colère qui explose dans les colonnes de la R.P.... qu'elles ébranlent comme celles du Temple philistin que Samson détruisit au Saint Nom de

l'Éternel ! Nos camarades ne discutent pas. Ils condamnent, ils proscrivent. Ils supporteraient à la rigueur, que la R.P. fût une tribune libre... comme l'École Emancipée... où la tolérance épurative... rouille la paire de ciseaux de la censure... instrument ridicule et vain après le passage de la hache... car les hérétiques (lambertistes par exemple) ont été rejetés dans l'enfer du « révisionnisme » et du « réformisme »...

Il serait inadmissible et scandaleux de publier dans la R.P. le discours de Bergeron (1) ? Ce qui est scandaleux, c'est que des « enseignants » s'opposent à une documentation objective, alimentant un libre débat. « Penser, disait Alain, c'est commencer par ne pas comprendre, parce que nous avouons que nous n'avons pas compris. » Mais le doute cartésien impose un effort intellectuel dont nos deux enseignants révolutionnaires entendent sans doute libérer leurs élèves, comme ils s'en sont libérés. Il est beaucoup plus facile et moins fatigant « d'habiller sa pensée en confection ». Le conformisme révolutionnaire distribuant des slogans se prolonge dans les classes en un « dressage » qui favorise l'éducation... comme l'automatisme asservit l'intelligence créatrice.

C'est donc pour éviter à nos deux accusateurs quelques « troubles de conscience », que je plaide coupable.

J'ai affirmé qu'en monopolisant contre... l'impérialisme américain, tout le mouvement révolutionnaire, on servait l'américanophilie des éléments les plus réactionnaires, et on renforçait les nationalismes (le gaullisme par exemple) beaucoup plus dangereux et nocifs qu'un... impérialisme, que l'on se garde bien d'étudier selon les normes marxistes... et qui engendre dans son propre pays des oppositions autrement efficaces que la logomachie dite révolutionnaire (car c'est le peuple des Etats-Unis qui a imposé le retrait des forces américaines au Vietnam, et qui porte donc la responsabilité de la victoire communiste). J'affirme aussi que l'offensive du Vietnam du Nord en 1975 violait délibérément l'accord de 1973 qui avait valu le prix Nobel de la Paix aux négociateurs. J'affirme encore que la population du Vietnam du Sud ne s'est pas soulevée, qu'elle a fui l'envahisseur et qu'elle a finalement subi passivement la conquête militaire. J'affirme enfin que si les libertés fondamentales étaient de plus en plus contestées sous le régime Thieu, elles sont aujourd'hui totalement supprimées... que l'offensive du Vietnam du Nord a prévenu une chute de Thieu et une normalisation du régime, exactement comme l'agression déclenchée, en 1950 par le vassal de Staline (Louzon dixit) en Corée du Sud, avait prévenu la chute probable du gouvernement réactionnaire de Syngman Rhee.

J'affirme que le vote de la majorité de l'ONU — dont j'ai précisé la composition... « démocratique » (!?) — traduisait un antisémitisme dont la virulence dans l'U.R.S.S. — qui mène le jeu — inquiète des esprits libres qui ne sont pas du tout sionistes. J'affirme aussi que s'il s'agissait seulement du peuple palestinien, la question serait réglée depuis longtemps — et que le maintien des camps reste un conditionnement ordonné par des Etats arabes qui n'ont fait aucun effort pour intégrer les Palestiniens dans leur propre communauté nationale. Mais il n'est pas mauvais d'illustrer par des notations chiffrées, la participation des chefs arabes à l'entretien des « réfugiés » palestiniens. Les camps de réfugiés sont à la charge de l'U.N.R.W.A. (office des secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine). Le budget s'en est élevé en 1974 à 84.645.211 dollars. 90 % en sont couverts par les Etats-Unis, la Communauté européenne, l'Allemagne fédérale, les Pays scandinaves, le Japon, la Grande-Bretagne et la Suisse.

(1) Bien entendu je me place au point de vue des deux abonnés en colère. Personnellement je trouve tout à fait normal que les camarades de F.O. — sans exclure les secrétaires confédéraux — aient droit de cité à la R.P. Quant à l'affaire du Parisien Libéré, nous en reparlerons, en fin de parcours, et nous poserons la question du « monopole syndical » qui est inadmissible, lorsque les travailleurs du livre peuvent légitimement choisir entre plusieurs centrales ouvrières.

Les pays arabes — et particulièrement — les pétroliers aux bénéfices exorbitants — ont versé 2,4 % des contributions totales. L'Algérie de Boumediène — qui a glorifié Franco — n'a rien versé. La Yougoslavie a participé à l'aide aux réfugiés palestiniens, mais aucun autre pays de l'Est européen.

Israël a versé en 1974 : 625.383 dollars, soit le triple de la contribution de Koweït, plus que la Libye, deux fois et demi plus que les Emirats arabes.

J'affirme encore qu'il est ahurissant d'entendre des révolutionnaires internationalistes, exiger le retour dans une patrie localisée, de Palestiniens — qui souvent n'ont jamais connu la Palestine — alors que la guerre de 1939-1945 eut comme séquelles : des migrations de populations denses et massives accomplies dans des conditions particulièrement inhumaines, même atroces.

J'affirme enfin que si les dictateurs arabes et les chefs palestiniens veulent liquider Israël, c'est pour que leurs sujets et soldats ne soient pas instruits et édifiés par l'exemple d'un peuple... qui a créé sa patrie... où la démocratie est encore respectée, où il existe un mouvement syndical libre, où les oppositions les plus irréductibles ont leur presse et leurs députés au Parlement.

Notre camarade Morier corse son accusation. « J'aurais choisi ouvertement le parapluie américain. » Notre camarade, étant donné sa profession, devrait apprendre à lire. Dans le R.P. d'octobre 1975, j'ai simplement rapporté l'opinion des leaders chinois qui reprochent au gouvernement américain et aux gouvernements européens, de ne pas prévenir l'agression soviétique, en fortifiant leurs défenses. Et c'est le plus éminent d'entre eux qui a parlé... « du parapluie américain ».

Mais j'y pense. Nos deux redoutables censeurs ont omis de répondre à une question que j'ai souvent posée, avec quelque impertinence.

La R.P. et l'École Emancipée, qui peuvent circuler aux Etats-Unis et en Israël, pourraient-elles paraître dans un Etat socialiste, semblable à ceux que l'on glorifie ? Faut-il conclure de leur silence, qu'ils poussent l'abnégation jusqu'à militer pour un régime qui les liquidera ?

LE TOME XIII DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

publié sous la direction de Jean MAITRON
aux Editions Ouvrières (352 pages, 128 F)

Le tome XIII, le quatrième de la troisième période « de la Commune à la grande guerre 1871-1914 » couvre les lettres GUE à MAR. Il retrace les biographies d'hommes politiques d'une période très importante dans le mouvement ouvrier français : G. Hervé, J. Jaurès, L. Jouhaux, A. Keufer, P. Lafargue, P. Laval, J.-B. Lavaud, J. Lebas, etc.

Commencée depuis près de vingt ans avec l'aide d'une centaine de collaborateurs, l'élaboration du Dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier Français se poursuit sans relâche avec la parution du tome XIII. Les volumes précédents ont été présentés par la presse « comme le résultat d'une entreprise remarquable conduite avec sérieux et permettant une connaissance approfondie du monde ouvrier ».

« Il ne sera plus possible d'aborder le Mouvement Ouvrier (...) sans recourir au « Maitron » et se laisser imprégner par la lecture de ces innombrables biographies, évocatrices de tant de destins si divers et qui suffisent à faire revivre un monde. » (Le Monde.)

Les tomes déjà parus sont :

Première période : « De la Révolution française à la fondation de la Première Internationale » (trois tomes).

Deuxième période : « La Première Internationale et la Commune, 1864-1871 » (six tomes).

Troisième période : « De la Commune à la Grande Guerre, 1871-1914 » (quatre tomes, déjà parus).

L'ESPAGNE AVEC FRANCO OU SANS FRANCO

(suite et fin)

La situation économique et politique actuelle

Nous avons recensé, bien que nous n'ayons pu nous étendre comme il aurait fallu, les principales colonnes du régime franquiste: la bourgeoisie industrielle, la Banque, l'Armée et l'Organisation Syndicale. Il aurait été nécessaire de faire encore référence à d'autres facteurs, également d'importance, surtout à l'Eglise et aux classes moyennes. L'Eglise qui fut un soutien efficace du soulèvement militaire, qu'elle qualifia de Croisade, et du régime instauré par les vainqueurs, avec lequel elle négocia un concordat très avantageux, a commencé cependant depuis quelques années à prendre certaines distances et à se montrer plus indépendante, la haute hiérarchie étant poussée par le bas clergé, surtout par les prêtres des jeunes couches. Les classes moyennes mériteraient pour leur compte une grande attention pour cette raison majeure qu'elles se sont considérablement développées durant ces dernières années, parallèlement à l'industrialisation, à l'accroissement des membres des professions libérales, des fonctionnaires des techniciens et des commerçants. Malheureusement il ne nous est pas possible de le faire sans courir le risque de faire de cette chronique une espèce de nomenclature aride.

Bornons-nous à parler de la situation économique actuelle qui n'a plus rien à voir avec celle que le pays connut dans les années 60 et dans les premières de la décennie entamée en 1970. La crise que traverse le monde industriel se répercute en Espagne avec une signification particulière, à cause de la fragilité de certaines de ses structures. Jusqu'en septembre 1974, l'activité économique s'est maintenue malgré la crise qui secouait déjà d'autres pays; mais à partir de cette date la récession s'est produite brutalement, s'accroissant depuis lors, au point que dans la majorité des secteurs la production a diminué, selon les cas, de 10 à 40 % dans le même temps que s'accumulaient les stocks de marchandises invendues. Cependant, cet arrêt subit de l'expansion n'entraîna ni un meilleur équilibre de la balance des paiements non plus qu'une diminution de la montée des prix, qui accusa encore en 1974 une poussée de 17,9 %, selon les statistiques officielles, mais que beaucoup fixent à 20 %. En tout cas, la réserve de devises de la Banque d'Espagne pour cette même année de 1974 perdit 975 millions de dollars, en raison du débit de la balance des paiements, fortement grevée par l'enchérissement du pétrole. Pour le seul premier trimestre de 1975, la perte déjà connue ne serait pas moindre de 596 millions de dollars.

En termes simples, cela revient à dire qu'on exporte moins, qu'on importe plus, que l'industrie et l'agriculture produisent moins et que l'inflation galope et que la situation se dégrade de jour en jour. Officiellement l'Espagne comptait au 4 mars dernier 285.202 ouvriers en chômage, à quoi il fallait ajouter 200.000 travailleurs, revenus de l'étranger, ayant perdu leurs postes en Allemagne, en Suisse, en Belgique, etc. Cela sans préjudice des arrêts partiels que subissent les ouvriers en activité. Jusqu'à une date récente, les grèves qui surgissaient étaient le plus souvent le fruit de certaines tensions sociales nées du passage plus ou moins brutal de la société agraire à la société industrielle, ou encore répondaient au désir légitime d'améliorer leur condition de certains travailleurs. Présentement, il en va différemment, il s'agit surtout de ne pas trop pâtir des effets de l'inflation et de la montée des prix, en somme de défendre les seuls avantages acquis. En conséquence

bien que la grève soit interdite, les mouvements de grève se développent considérablement, ce qui est une preuve de la combativité retrouvée de la classe ouvrière. De 124.598 journées de travail perdues en 1963, on est passé à un million en 1973, avec une augmentation semblable dans le nombre de travailleurs concernés (10). En 1974, le nombre de grèves fut de 2.196 et celui des grévistes atteignit 700.000 avec 14 millions d'heures perdues.

S'agit-il d'une crise de croissance, d'une crise générale ou d'une crise circonstancielle due à la dépression mondiale? Probablement y a-t-il de tout un peu, mais la crise se trouvant accentuée par la forme désordonnée dont s'effectue le développement économique dans le plus pur style capitaliste, c'est-à-dire en cherchant à outrance le profit sans souci de toute autre considération. En outre, peut-être s'est-on fié un peu trop dans les « rentrées » apportées par le tourisme, auquel il est question d'en appeler encore davantage en investissant à tour de bras dans des autoroutes et des aménagements d'hôtels et d'appartements tout au long de la côte méditerranéenne! En tout cas, dans les cinq premiers mois de l'année en cours on aurait constaté une baisse de 9,1 % dans le nombre de touristes (8.117.974 de janvier à mai 1974 pour 7.382.506 dans les mêmes mois de 1975). On sait que l'autre apport important venait des envois des travailleurs émigrés dans les pays occidentaux et que ceux-ci viennent de fermer leurs portes aux nouveaux arrivants et de renvoyer le surplus qui ne trouvait plus de travail chez eux. Deux mesures qui ont diminué les ressources, en devises et qui continueront de les diminuer.

La situation politique, d'autre part, ne présente pas de meilleures perspectives, elle apparaît comme si le régime franquiste se repliait peureusement sur lui-même. Il ne fait aucun doute qu'il existe un énorme fossé entre les structures économiques et sociales, fruit du développement, et les superstructures politiques érigées par le franquisme, chaque jour plus anachroniques. La bourgeoisie industrielle et le capital financier auraient besoin d'une certaine ouverture politique — limitée certes à quelques aspects formels de la démocratie, qui ne mettraient pas en péril son hégémonie économique —, qui lui donnerait accès au Marché commun. Elles craignent naturellement que la disparition de Franco, maintenant âgé de 83 ans, provoque des bouleversements inattendus bien que Juan Carlos ait été désigné pour tenter d'amortir le choc. En vérité, le franquisme qui saisit bien tout cela est incapable de mener à bien le moindre changement réel sans se condamner ipso facto à disparaître. C'est pour cela qu'il tergiverse, promet et effectue même des réformes qui ne réforment rien, rétrocedant toujours alors qu'il paraît vouloir aller de l'avant. Même ceux qui se flattèrent de réformer le régime de l'intérieur ont perdu toute espérance. Une fois de plus se pose en clair une vérité ratifiée par l'histoire: aucune dictature ne se suicide joyeusement.

Et la classe ouvrière? Rappelons que le prolétariat industriel a plus que doublé depuis 1936. Les vieilles générations ont été écrasées et leurs organisations déclarées illégales, mais d'autres générations ont surgi, qui ont repris la lutte dans des conditions nouvelles. Il est certain pour le moment, et comme il arrive inexorablement,

(10) La Revista Espanola de la Opinion publica, Madrid, octobre-décembre 1974, p. 100.

en période de clandestinité, que la classe ouvrière est divisée à un degré extraordinaire : la C.N.T. en deux groupes, l'U.G.T. également en deux, le Parti socialiste en deux ou trois, le mouvement communiste en quatre ou cinq, sans compter les « assemblées » et autres organisations nouvelles, qui se proposent de rassembler les groupes épars mais qui le plus souvent n'aboutissent qu'à de nouvelles scissions. Indépendamment de ce qu'il peut y avoir de fictif dans cette profusion de tendances, il est incontestable que la classe ouvrière se cherche elle-même, au milieu de mille difficultés. Nous sommes cependant sûrs que quand se terminera la clandestinité et qu'on pourra discuter à la lumière du jour il ne subsistera plus autant de différences et que la mosaïque se réduira à ses limites naturelles.

Pour terminer, nous oserons affirmer que ceux qui croient que la seule substitution de Juan Carlos à Franco suffira à changer le cours des choses, sont dans le meilleur des cas, des naïfs et des abusés. Quand Franco s'éclipsera, demeureront solides et en place l'Armée, la Banque, la bourgeoisie industrielle et la grande propriété agraire, les quatre supports essentiels du régime actuel, et qui pourront s'appuyer d'une technocratie chaque jour plus importante et plus expérimentée. Le couronnement de Juan Carlos ne produira en rien un changement quelconque de l'actuelle société. Le jeu du Parti communiste à cet égard est clair. Il sait depuis la fin de la guerre civile qu'il ne sera jamais une grande force sociale, c'est-à-dire une organisation majoritaire de la classe ouvrière. C'est pourquoi il s'efforce de gagner des adeptes ou des sympathisants parmi ceux qui ont des postes responsables dans l'économie, parmi les militaires et les technocrates, en un mot parmi ceux qu'on désigne de cet euphémisme « droite civilisée », espérant ainsi à un moment donné devenir une force politique qui jouera le jeu du régime « libéral ». Il n'y a pas l'ombre d'un doute que les centres du pouvoir de l'Etat l'intéressent plus que les forces révolutionnaires. Aux autres secteurs de la classe ouvrière, il incombe de s'opposer à cette déviation possible, qui barrait une fois de plus le chemin à l'affranchissement des prolétaires.

30 juin 1975.

Ramon PUIG.

A TRAVERS LES LIVRES

LENINE A ZURICH

de SOLJENITSYNE (Ed. du Seuil, 29 F)

Voici un livre admirable... Je m'arrête déjà, écoutant la rumeur réprobatrice de ceux pour qui Soljenitsyne, converti à une autre religion, est le diable. Je ne parle pas de Soljenitsyne, je parle de son ouvrage sur Lénine, sur Lénine à Zurich pendant les quelques mois qu'il passa dans cette ville en 1916 et 1917, juste avant sa traversée de l'Allemagne en guerre vers une révolution qui l'a surpris. Je ne me permettrais pas de juger Soljenitsyne parce que je n'ai pas passé plusieurs années dans « l'archipel du Goulag », parce que je n'ai pas souffert comme lui, plus que la mort, avec des milliers d'autres au nom du socialisme et de l'athéisme, prétendus du côté des bourreaux.

Ne croyez surtout pas que c'est un livre contre Lénine. Il nous le restitue au contraire, à l'échelle humaine pourrait-on dire. Le voilà désacralisé. Le voyez-vous avec ses grosses godasses, ses vêtements élimés et son chapeau melon déambulant dans Zurich avec son cabas ? Celui-ci ne contient d'ailleurs que des papiers, des notes de lecture, des projets de thèses ou de motions. Il va

ainsi vers l'une ou l'autre des trois grandes bibliothèques de Zurich où il passe le plus clair de ses journées.

Ne pense-t-il qu'à la révolution ? Presque sans cesse, il y pense. Il est toujours en préparation révolutionnaire et, s'il n'était que de lui, il ferait la révolution en Suisse ou en Suède ! Ne croyez pas qu'il rêve ou qu'il ne fait que rêver ; c'est un technicien froid qui, entouré d'une poignée d'hommes, joue son rôle dans le drame des grandes puissances, qui sélectionne ses compagnons en fonction du seul objectif de la révolution, qui fait quand même attention au choix des moyens, sans en rejeter *a priori* aucun ; qui connaît, lui vivant pauvrement, l'importance décisive de l'argent, « le nerf de la guerre ».

Il pense « presque toujours » à la révolution. Mais quelquefois, dans cet environnement magnifique où il vit pour un temps, sur les quais de la rivière Limmat, ou dans les sentiers du Zürichberg, il pense furtivement à une vie tranquille où volent et chantent les oiseaux (à vrai dire sa pensée est entrecoupée de réflexions qu'il ne chasse pas, sur les dernières discussions, sur une phrase qu'il faut absolument glisser dans une motion majoritaire, pas la sienne par conséquent). C'est alors qu'il lui arrive aussi de penser, quelquefois douloureusement, à Inès, la grande amie qui le délaisse en ce moment. Nadia, c'est autre chose ; Nadia Kroupskaïa, c'est la compagne attentive et discrète de tous les jours. Toutes les deux, elles seront avec lui dans le fameux wagon « plombé » qui, avec d'autres militants, les emportera vers la Russie en révolution.

Je voudrais faire sentir l'œuvre d'art réussie par Soljenitsyne autour de ce personnage hors du commun, dans un cadre où la poésie éclate tout à coup et plus d'une fois.

Elle est même là dans ce « Kégelclub » (un club de joueurs de quilles !) où se réunissent ses quelques compagnons, ses affidés pourrait-on dire sans mauvaise part. Il y a là quelques jeunes militants suisses secouant la tutelle du vieil « opportuniste » Grimm ?, Platten surtout, puis Nobs. Il y a Willi Münzenberg, jeune Allemand déserteur buvant la parole du maître ; et puis il y a Radek, l'irremplaçable Radek, faussement dilettante, qui a toujours dans sa poche le texte tout prêt de la motion qu'on attend. Et puis, il y a les émissaires, traversant tous les barrages de l'Europe en guerre, apportant des nouvelles de Rakovski, de Piatakov, de Chliapnikov, de bien d'autres que, vingt ans après, Staline exterminera.

Il y a aussi Parvus. Etrange et inquiétant personnage que ce Parvus ! Révolutionnaire, puis homme d'affaires, ou homme d'affaires révolutionnaire, il pousse loin la logique défaitiste, jusqu'à l'état-major allemand sans doute. La confrontation, réelle ou supposée, des deux hommes, Parvus et Lénine, introduit dans le livre une manière de *suspense* impressionnant. Lénine traversera l'Allemagne, puisqu'il le faut bien, mais il ne le fera pas aux conditions marchandées par Parvus. L'honneur est sauf. Mais Radek pourra dire « En somme, Vladimir Illitch, dans six mois, ou bien nous sommes ministres, ou bien nous sommes pendus ».

Ils ne seront pas pendus. Radek mourra plus tard dans les geôles de Staline. Celui-ci est-il un fils indigne de Lénine ? Ou bien, entre ses mains de brute, les méthodes déjà employées à Zurich devaient-elles conduire à cette monstrueuse descendance ? La question reste posée.

Oublions-la un moment pour vivre avec Lénine, à Zurich, ces heures historiques de 1916, transformées par Soljenitsyne, nouveau Zurichois qui a, dans son cabas, une imposante documentation.

Un mot encore : cette révolution que Lénine ne cessait de couvrir partout où il se trouvait, eh bien ! quand elle éclate en Russie en février 1917, Lénine ne l'attendait pas, du moins à ce moment-là, et, même, il n'y croyait pas !

(R. G.)

LA CUISINIÈRE ET LE MANGEUR D'HOMMES

de André GLUCKSMANN (Ed. du Seuil, 26 F)

Cet ouvrage, riche de connaissance, d'intelligence et d'implacable lucidité, doit normalement venir après celui que nous venons de commenter. Il répond à la question qui y était implicitement posée : le léninisme, et même le marxisme, sont-ils responsables (involontairement responsables) du stalinisme ? La réponse est affirmative. On peut même dire que ce livre fait partie de la même œuvre de démythification que le récent ouvrage de Soljenitsyne. Mais celui-ci est de la littérature, de la bonne littérature. Celui-là est de la controverse politique et philosophique, de la bonne polémique. N'en déduisez pas que ce livre est moins agréable à lire que le premier ; il l'est autant par son style acéré et son humour, un humour parfois grinçant et noir, étant donné le sujet qu'il traite.

Quel est donc ce sujet ? Le titre va nous donner un commencement d'explication : « la cuisinière », c'est cette brave ménagère (une ménagère, en général) dont Lénine disait un jour, dans une de ses boutades, qu'elle était appelée à diriger l'Etat. « Le mangeur d'hommes », c'est le monstre bureaucratique qui dirige effectivement l'Etat. Et selon l'auteur, Lénine ne pouvait pas introniser la cuisinière ; il nous conduisait au mangeur d'hommes (donc aussi au mangeur de cuisinières).

Le sous-titre du livre, un peu surprenant, nous éclaire encore davantage sur ses intentions : « Essai sur l'Etat, le marxisme et les camps de concentration ». Ceux-ci sont une conséquence, peut-être inéluctable, de la conception de l'Etat telle que l'entend, sinon le marxisme (on discute là-dessus sans fin), telle que l'entendent les marxistes, ceux qui arborent aujourd'hui officiellement cette étiquette ?

C'est une conception élitiste, hégémonique, qui veut que, d'une façon absolument paradoxale, « la conscience de classe » ne soit pas donnée au prolétariat, on pourrait dire par essence. Elle lui serait apportée « de l'extérieur » par ceux qui savent, les intellectuels ! De lui-même le prolétariat ne peut être qu'« économiste », c'est-à-dire ne lutter que pour des améliorations immédiates de son sort à l'intérieur du régime qu'on lui fait. C'est la thèse qu'on trouve exposée dans l'ouvrage de Lénine « Que faire ? » ; elle est d'ailleurs reprise directement de Kautsky, le grand maître du socialisme marxiste allemand. (En vulgarisant, c'est exactement ce que disent les bourgeois : « Si ces satanés intellectuels ne leur fourraient pas ces idées-là dans la tête... ») On dira que le livre en question date de 1902, que Lénine a évolué, notamment avec l'expérience de la révolution de 1905. Il n'a pas changé fondamentalement, transportant seulement ce rôle hégémonique au parti d'avant-garde, le seul qui sait. La plèbe est ignorante ; elle doit être conduite vigoureusement vers son bonheur ; demain..., demain..., demain, la cuisinière dirigera l'Etat.

En attendant, c'est le mangeur d'hommes qui s'installe. Notre siècle est celui des camps de concentration. Lénine avait dit « le communisme, c'est l'électrification et le pouvoir des Soviets ». En fait, nous avons l'électrification et le pouvoir des camps ! Le marxisme est devenu l'âme d'un régime sans âme et le nouvel opium du peuple.

Quant aux intellectuels marxistes de nos pays, leur « science » leur permet de tout savoir après tout le monde. C'est ainsi que Bettelheim, qui est pourtant, dit l'auteur, « le plus éclairé des marxistes parisiens », découvre en 1973 toutes les erreurs théoriques que contenait la préface de Lin Piao au petit livre rouge de Mao. Il ne les avait pas vues en 1966 lors de la publication ! Et Glucksmann ironise justement : « S'il lui a fallu attendre la mort accidentelle (?) de Lin Piao pour que sa conscience théorique s'éveille, ce lien entre les vérités profondes de la science marxiste et l'aéronautique mériterait quelques précisions. »

Alors, faut-il désespérer ? Non pas. Il n'est pas vrai que la plèbe soit bête. La résistance naît et vit, nous

affirme l'auteur ; « le refus global d'Ivan » se manifeste quotidiennement. Il nous en donne des exemples.

« Puisque la cuisinière n'a pas la permission de fourrer son nez dans les affaires de l'Etat, il faut bien que l'Etat fourre le sien dans celles de la cuisinière. » Mais la cuisinière se soucie peu de diriger l'Etat. Son histoire et celle de l'Etat s'affrontent, mais « pas dans la symétrie ». « Elles ne se disputent pas des victoires comparables. »

(R. G.)

ENTRE NOUS

Voici donc le dernier numéro d'une année lourde et difficile. Lourde, elle le fut pour tout le monde. Il suffit de considérer ce qu'on appelle « la conjoncture » mondiale ou encore, si l'on veut employer le langage à la mode, « le contexte » international. La violence règne partout, les fanatismes éclatent et tuent sans autre considération que « l'efficacité », une efficacité d'ailleurs douteuse. Tout est dévoyé, quelquefois même la lutte de classe. Ce siècle restera, après deux guerres mondiales et leurs séquelles, comme le siècle des violences sauvages et des camps de concentration. Et cela, malheureusement, après une révolution socialiste qui avait soulevé l'espoir de la majorité des hommes.

La route sur laquelle nous avons décidé une fois pour toutes de marcher est dure et longue. Elle l'est déjà pour venir à bout de cette œuvre, commencée avec cette revue, il y a plus d'un demi-siècle. Depuis 1925, ses numéros, nous ne craignons pas de le dire, contiennent toute l'histoire, et plus particulièrement l'histoire ouvrière. La brochure du cinquantième anniversaire en fait preuve. Elle fera preuve auprès des générations de jeunes combattants de la cause ouvrière.

C'est pourquoi nous renouvelons l'appel déjà lancé pour que les souscripteurs de cette brochure s'inscrivent encore plus nombreux.

Ce n'est pas seulement une approbation, un bon certificat du passé de notre revue que cette manifestation d'intérêt et de soutien attestera. C'est son avenir immédiat qui est en cause. Ce numéro prouve encore que, dans la présentation et le commentaire de l'actualité sociale, ainsi d'ailleurs que dans les rappels historiques, nous demeurons fidèles — du moins nous nous y efforçons — aux valeureux militants fondateurs qui ont vécu les événements déterminants du siècle et qui y ont pris part.

Personne, parmi nos lecteurs, n'ignore que nos difficultés sont grandes et qu'elles s'accroissent. Un drapeau comme le nôtre dont la couleur est franche dans une société où les mots mêmes sont détournés de leur sens, a du mal à surmonter les courants, les modes et les affrontements confus d'aujourd'hui.

Quelques mains le tiennent encore. Lesquelles ? les vôtres, camarades lecteurs et abonnés fidèles. C'est à cause de vous que « le noyau » a refusé de se dissocier. C'est à vous qu'il en appelle chaque mois de ses difficultés, qu'elles soient d'une façon permanente d'ordre financier ou qu'elles résultent, comme on ne peut l'éviter, des différences d'opinions qui, dans un groupe comme le nôtre, naissent et renaissent continuellement pour l'édification de tous.

C'est donc vous que nous convoquerons pour une consultation et une discussion générale dans une assemblée des abonnés dont nous maintenons le projet, une fois passées les occupations et festivités diverses de fin d'année. Pensez-y.

Ces festivités que nous évoquons, au terme de la cinquante-et-unième année de notre existence, entraînent généralement pour nous tous des dépenses inhabituelles. La caisse de « la R.P. » attend. Mais s'il reste quelques miettes du festin, ne l'oubliez pas ! Sa part doit être réservée, car si elle n'est pas pauvre en idées et en controverses, comme le prouve encore ce numéro, elle reste, pour avoir chanté tout l'été, comme la cigale de la fable, fort dépourvue quand l'hiver est venu.

Joseph Tortelier (1854-1925)

Il y a cinquante ans, en ce mois de décembre, qu'est mort Joseph Tortelier, premier interprète en France de l'idée de grève générale. « Sa fin, écrivait alors Monatte, aura passé aussi inaperçue que ses dernières dizaines d'années... Nous sommes diablement ingrats pour nos vieux, pour ceux qui nous ont tracé la voie. Sitôt à l'écart, nous ne pensons plus à eux, comme si nous ne leur devions pas un peu de sympathie et comme s'ils ne pouvaient pas encore, dans leur coin, être de quelque utilité pour le mouvement... » (R.P., février 1926.)

Qui se souvient aujourd'hui de Tortelier ? De lui, aucun texte ne subsiste. Tortelier n'écrivait pas : il parlait. Ceux qui l'ont connu et ont, brièvement, essayé de faire revivre leurs souvenirs, s'accordent pour dire qu'il fut un remarquable propagandiste. Remarquable par le ton et la chaleur de son élocution, l'activité débordante qu'il manifestait.

Il était né à Bain-de-Bretagne, dans la région de Rennes, en 1854. Son père était facteur ; sa mère, d'extraction très modeste, était restée veuve de bonne heure avec quatre enfants à élever. « Tout jeune, nous dit Mme Couchard-Tortelier, la fille de Joseph Tortelier, mon père prit son rôle de chef de famille au sérieux ; il avait onze ans quand il débuta menuisier. Etant intelligent et courageux, il sut son métier très vite. Il eut le bonheur d'avoir un instituteur qui l'aïda à parfaire son instruction et lui prêta des livres ». A dix-huit ans, Tortelier fait venir sa mère et ses sœurs à Rennes, puis il se marie. On est au lendemain de la Commune, les organisations ouvrières sont détruites, les militants traqués ou réduits au silence. Tortelier, très actif, est vite repéré : il doit quitter Rennes. Il vient à Paris, trouve du travail, recommence à militer. Des années passent dont nous ne savons rien.

Au printemps 1882, on trouve sa signature au bas de la « Commission d'augmentation des salaires » de la Chambre Syndicale des Ouvriers Menuisiers, qui entreprend une campagne pour une augmentation de 0,10 F par heure.

Fin 84, début de 85, le nom de Tortelier est mêlé à une action importante en faveur des sans-travail. Tortelier prend la parole dans de nombreuses réunions publiques : salle Rivoli, rue Saint-Antoine ; Puteaux ; salle Levis ; salle de l'Elysée Charonne ; salle Favier, rue de Belleville ; salle Perot, rue de la Chapelle, etc.

L'agitation en faveur des ouvriers chômeurs est très importante, mais dans les comptes rendus des journaux révolutionnaires de l'époque qui citent le nom de Tortelier, il n'est pas fait mention de propagande pour la grève générale. Ce n'est qu'en 1886 que Tortelier commence à exposer ses points de vue sur cette question. Il parcourt la province et on le signale à Lyon, Narbonne, Beaucaire, Marseille et ailleurs.

Comment Tortelier avait-il été amené à cette idée nouvelle de grève générale ? Monatte rappelle qu'elle était dans l'air « ayant traversé l'océan, retour d'Amérique où les militants anarchistes de la Première Internationale l'avaient recueilli. Tortelier avait été en France l'un de ses premiers interprètes, le plus connu parce qu'il était un orateur entraînant : ceux qui l'ont entendu dans les réunions d'alors, disent qu'il était un véritable tribun ouvrier ».

Mais c'est à partir de 1887-1888 et jusqu'aux environs de 1895-1896 que son activité sera la plus intense.

En 1895, Tortelier est délégué de la Chambre Syndicale des Menuisiers de la Seine au Congrès Socialiste International de Londres. A son retour, il prend la parole dans

quelques réunions, mais les belles années de sa vie de propagandiste sont passées.

A quoi attribuer cette retraite prématurée ? Il est bien difficile de le dire. Mme Couchard-Tortelier nous assure que c'est le procès des Trente qui « mit l'arrêt à son active propagande ». Or le procès des Trente date du mois d'août 1894, et en 96, Tortelier est pourtant à Londres. Difficultés matérielles, soucis familiaux ? Peut-être suppose Monatte, est-il rentré dans l'ombre « parce que, avec sa génération de militants, il avait espéré en la révolution prochaine et que son espérance s'était brisée »... Il est possible que le vrai motif soit celui-là.

Retiré à Eaubonne depuis de longues années, il est mort le 1^{er} décembre 1925, deux ans après sa femme qui, toute sa vie, fut pour lui une compagne d'un dévouement admirable. C'est grâce à elle que Tortelier put répondre si souvent aux appels qui lui venaient de province.

Des recherches sérieuses ont été faites pour savoir si des écrits signés de lui n'avaient pas paru dans des journaux de l'époque, ou si certains de ses discours n'avaient pas été recueillis : elles sont demeurées vaines. Mais il est impossible d'oublier qu'il fut un des premiers et des plus ardents propagateurs d'une grande idée révolutionnaire, et à ce titre, c'est en bonne place que doit figurer son nom dans la longue liste des compagnons désintéressés qui travaillèrent pour l'émancipation de leur classe.

Jean PRUGNOT.

(Extrait des « Cahiers du Peuple », revue de culture et d'expression populaire.)

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE NOVEMBRE 1975

RECETTES

Abonnements ordinaires	981,50	
Abonnements de soutien	675,00	1.656,50
Souscription		48,00
Vente au numéro		224,00
Compte E.S.		43,00
Vente de collections		893,00
		<hr/>
Total des Recettes		2.864,50
En caisse au 1-1-75		4.599,18
		<hr/>
		7.463,68

DEPENSES

Impression - expédition août-septembre	4.746,51
Frais déplacements	143,00
Téléphone	141,05
	<hr/>
Total des dépenses	5.030,56
En caisse au 30-11-75	2.433,12
	<hr/>
	7.463,68

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Grimm (57), 100 ; Humeau (75), 80 ; Croze (75), 150 ; Foquet (42), 70 ; Reclus (92), 20 ; Cuny (75), 80 ; Chambon (75), 100 ; Cornec (29), 75. Total : 675.

SOUSCRIPTION

Daniel (29), 30 ; Lule (75), 10 ; Duperray (42), 8. Total : 48.

Erratum : Dans les souscriptions d'octobre, nous avons attribué à Nicolas Faucier (44) un versement de 100 F émanant en réalité d'André Faucier (60).

CEUX QUI S'EN VONT

CIPRIANO MERA

Le 25 octobre dernier un vieil ouvrier maçon de 79 ans s'éteignait à l'hôpital de Saint-Cloud. C'était le compagnon Cipriano Mera, le plus connu, dirons-nous même d'un mot qu'il eût refusé, le plus célèbre, après Durruti, des « Chefs militaires » anarchistes que la Révolution espagnole de 1936 ait suscités.

Né dans un faubourg de Madrid, il avait été très jeune un des militants du Syndicat du Bâtiment (C.N.T.), de la Construction comme on dit là-bas, qui disputait dans la capitale la primauté à l'organisation homologue de l'U.G.T., de Largo Caballero, enlisée avant 1934 dans le plus plat conformisme.

Homme de peu de paroles, mais dur à l'effort, Mera s'était très rapidement imposé parmi les dirigeants de Madrid de la C.N.T., s'attirant par voie de conséquence à plusieurs reprises la sollicitude du pouvoir. C'est ainsi que le soulèvement du 19 juillet 1936 l'avait trouvé une fois de plus à la Carcel Modelo, la « prison modèle » de Madrid, où il avait été incarcéré quelques mois avant, en raison de la grande grève du Bâtiment, qui avait secoué la région castillane depuis l'avènement du « Frente popular ».

Libéré par la force de l'événement, en même temps que quelques autres leaders de la C.N.T., dont David Antona, le secrétaire national, on l'avait vu dès le dimanche 19 prendre la plus grande part à la lutte, s'assurant même dès les premiers jours avec des groupes confédéraux hâtivement constitués la possession d'Alcala de Henarès et poussant des pointes jusque dans la province de Cuenca. C'était le temps encore où tout était incertain et aucun « front » nettement délimité ! De retour à Madrid vers la fin de juillet, il repartait bientôt vers Somosierra, avec une « colonne » de 2.000 « cénétistes », pour assurer notamment la défense des points d'eau qui alimentaient Madrid. Dans les jours critiques de novembre 1936, on le retrouvait avec ses compagnons sur les fronts de Siguenza et de Tolède et aussi à la bataille de la Casa del Campo, où allait se décider le sort de la capitale.

Dès que la menace franquiste s'était précisée, le gouvernement Caballero, en place depuis le début de septembre, avait quitté Madrid pour Valence. Contre le gré d'ailleurs des représentants de la C.N.T., récemment embarqués dans la galère gouvernementale, peut-être pour cautionner cet abandon ! Le pouvoir était alors demeuré à une Junte locale, émanation supposée de l'autorité centrale. C'est alors que des hommes résolus, tel Cipriano Mera, surgissaient, s'affirmant sans souci des vieilles hiérarchies.

Curieusement, au-delà de ses qualités natives de meneur d'hommes, il développait des vertus d'homme de guerre (pour extraordinaire que cela fût !), qu'on ne lui eût pas soupçonnées, et qui le mèneront en quelques mois à mouvoir sur les champs de bataille des masses de plus en plus grandes, jusqu'à l'effectif d'un corps d'armée de 50.000 hommes. Les choses iront à ce point, que le 19 mars 1937, c'est sa « colonne » qui constituera l'élément décisif de la fameuse bataille de Guadalajara, où le corps expéditionnaire italien fasciste connaîtra la plus cuisante défaite, ce dont Mussolini concevra une rage indicible. Citons d'ailleurs à cet égard le passage qu'un périodique de Madrid — de ce mois de décembre 75 (*Tempo de Historia*) — consacre à l'épisode : « Devant l'abondance de matériel ennemi, les unités républicaines doivent battre en retraite. Les volontaires fascistes italiens encerclent en peu de jours Guadalajara, conquièrent Brihuega et mettent en danger les communications de la capitale. La division de Cipriano Mera va leur faire front, et, dès le 16, elle obtient déjà de ralentir leur progression. Deux jours après c'est la contre-offensive et le 19 les troupes de

Mera reprennent Brihuega et mettent en fuite Chemises et Flèches noires, leur infligeant la *plus retentissante des déroutes de toute la guerre d'Espagne !* »

De tels succès ne grisaient pas Mera, qui restait l'homme simple et taciturne qu'il avait toujours été, éloigné, des campagnes publicitaires si savamment orchestrées autour des chefs communistes, les Lister et autres immodestes Modesto !

Son nom ne connaîtra de nouveau le bruit, que lorsque viendront les heures douloureuses de la débandade, non qu'il sera mêlé alors à une défaite quelconque, car tous les autres fronts avaient lâché que celui de Madrid tenait encore, mais parce qu'il faudra bien conclure ! Ce sera alors ce qu'on a appelé l'affaire Casado, du nom du colonel républicain qui avait entamé des pourparlers avec Franco pour une reddition, la moins onéreuse possible, en vies humaines !

Marché de dupes probable et même certain, mais en dehors duquel il n'était plus d'issue possible, sauf à envisager un holocauste total, auquel la population de Madrid, exténuée, exsangue même, après trois années de combats et de privations ne pouvait plus se résigner ! Negrin, flanqué des ministres communistes, persévérerait bien à phraser sur la résistance à outrance mais tous s'empressaient déjà vers des exils, sinon parfaitement confortables, en tout cas d'ores et déjà assurés par les soins du Kremlin qui ne pouvait moins faire, s'étant assuré dès septembre 1936 la quasi-totalité de l'or de la Banque d'Espagne !

Tel n'était pas le cas pour Cipriano Mera, qui allait vers de nouvelles avanes. Embarqué *in extremis* pour l'Algérie, après quelque temps de purgatoire dans un camp, il trouvait un emploi comme manœuvre maçon, au Maroc, où la débâcle française de 1940 le surprénait.

Une période s'ouvrait, dans laquelle Franco, grâce à la complaisance de Pétain et à la complicité ouverte de Hitler, allait pouvoir assouvir quelques vengeances sensationnelles. Ainsi lui seront livrés, Companys, Zugazogitia (ex-ministre de l'Intérieur de Negrin) et d'autres, arrêtés en France, occupée ou non, et promptement fusillés à peine toucheront-ils le sol espagnol.

Le général Noguès, commandant les troupes françaises au Maroc, en conformité avec ce qui se passait dans la métropole, sera pareillement requis de livrer Cipriano Mera. Ce qu'il fera, sans empressement toutefois nous dit le journaliste espagnol Eduardo de Guzman, excellent biographe de Mera, gagnant même quelques mois quand il aurait pu être plus expéditif. Cipriano Mera n'en sera pas moins condamné à mort. Après quelques temps d'angoisse due à l'incertitude, sa peine sera néanmoins commuée et il sera transféré à la Prison centrale des Travailleurs de Santa Rita, où les détenus étaient affectés au percement des tunnels de la ligne ferroviaire Madrid-Burgos — un des grands travaux du régime — et aussi, ironie tragique à la construction de la nouvelle prison de Carabanchel, dont il est tant question ces jours-ci !

Remis en liberté « conditionnelle » après la seconde guerre mondiale, il sera l'objet de nouveau d'incessantes tracasseries, auxquelles il se dérobera bientôt en passant clandestinement la frontière pyrénéenne, trouvant d'abord refuge à Toulouse, où l'autorité française le jugera indésirable et l'enverra bientôt se faire pendre ailleurs. C'est à Paris donc qu'il finira par échouer, à Boulogne-Billancourt plus exactement, où il habitait un très modeste logement boulevard Jean-Jaurès, travaillant jusqu'à la limite de ses forces sur les chantiers d'alentour, car ses conditions particulières ne lui avaient pas permis de prétendre à une « retraite » suffisante !

Telle fut la vie austère et sans phrases du compagnon Cipriano Mera, « général » anarchiste.

A. C.

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1^{er} NOVEMBRE. — Le gouvernement français autorise l'Organisation de Libération de la Palestine à ouvrir un bureau d'information à Paris.

DIMANCHE 2. — Juan Carlos, investi des pouvoirs de Franco agonisant, visite les troupes espagnoles du Sahara occidental et fait rebondir le conflit qui, sur ce terrain, oppose Maroc, Algérie et Espagne.

LUNDI 3. — Aux U.S.A., le président Ford renvoie le secrétaire d'Etat à la Défense Schlesinger, et le directeur de la C.I.A., Colby.

— Grave incident à la frontière sino-indienne.

MARDI 4. — Nouvelle menace de suppression d'emplois dans les établissements textiles Boussac, dans les Vosges.

JEUDI 6. — Visite officielle de Giscard d'Estaing à Tunis.

VENDREDI 7. — Le bureau national de la C.F.D.T. désavoue son Union locale de Besançon pour son soutien à la formation d'une section syndicale de soldats.

SAMEDI 8. — L'indépendance du Territoire des Afars et des Issas (Djibouti) est évoquée favorablement par Pierre Messmer.

DIMANCHE 9. — Le roi Hassan II met fin à « la marche verte » des paysans marocains sur le Sahara occidental.

LUNDI 10. — L'Angola accède à l'indépendance; les der-

MARDI 11. — Par 72 voix contre 25, et 32 abstentions, l'assemblée générale de l'O.N.U. adopte une résolution stipulant que « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ».

— En Espagne, vague d'arrestations dans les milieux d'extrême-gauche.

— A la télévision, un « commando » de militaires intervient pour interdire la diffusion d'un débat sur l'armée auquel devait participer un représentant d'un mouvement antimilitariste.

MERCREDI 12. — Pour réduire la fraude électorale, le Conseil des ministres français supprime le vote par correspondance.

— Le gouvernement libanais accepte l'envoi d'une délégation française dont l'objectif est d'aider au rétablissement de la paix civile; M. Couve de Murville dirigera cette délégation.

— Polémique ouverte entre M. Lecanuet, ministre de la Justice, et M. Poniatowski, ministre de l'intérieur, sur les rôles respectifs de la justice et de la police.

— Le gouvernement de l'U.R.S.S. refuse son visa de sortie au physicien Sakharov et lui interdit de ce fait de se rendre à Oslo pour recevoir le prix Nobel.

VENDREDI 14. — Sept soldats du régiment de Besançon où s'était constituée une section syndicale, sont emprisonnés à Metz.

— Un entrepreneur de l'Allier est incarcéré comme responsable récidiviste d'accidents mortels survenus sur ses chantiers.

SAMEDI 15. — A Rambouillet, rencontre « au sommet » des chefs d'Etat et de gouvernement de six pays: U.S.A., Grande-Bretagne, France, Allemagne fédérale, Italie, Japon, pour discuter des moyens de « sortir de la crise ».

DIMANCHE 16. — A Lisbonne, manifestation de masse, organisée par le parti communiste et plusieurs groupements d'extrême-gauche.

LUNDI 17. — La conférence de Rambouillet a pris fin sur un accord assez général et des engagements relatifs à la stabilité des monnaies et au refus du protectionnisme.

— Remise en liberté à Moulins (Allier) du patron du bâtiment incarcéré comme responsable d'un accident et pour carence continue en matière de sécurité.

— Le prix Goncourt est décerné à Emile Ajar, pseudonyme d'un auteur inconnu, pour son livre « La vie devant soi ».

MARDI 18. — Le ministre français des affaires étrangères est à Pékin où s'affirme une politique violemment anti-U.R.S.S.

— A l'Assemblée Nationale, pour des motifs contraires, majorité et opposition refusent de voter la redevance de la radio-télévision.

— Nouvelle affaire de responsabilité pour un accident survenu sur un chantier à Oullins (Rhône): le directeur, le chef de chantier, mais aussi le conducteur d'un engin, sont incarcérés.

— Au Palais de la Mutualité à Paris, des délégations de prostituées tiennent des « assises nationales ».

MERCREDI 19. — En Angola, la guerre intérieure s'intensifie entre les différents mouvements nationalistes soutenus et armés par les grandes puissances.

JEUDI 20. — Mort de Franco, dictateur espagnol, après une interminable agonie.

— MM. Lecanuet et Jarrot, ministres français, se rendent en Guinée (président: Sekou Touré) pour amorcer la réconciliation entre les deux Pays.

— Une partie des 2.600 ouvriers des Forges de Gueugnon (Saône-et-Loire) occupent les locaux pour obtenir, avant toute mesure de chômage partiel, le respect de la loi des quarante heures par semaine.

VENDREDI 21. — Au Portugal, un compromis est établi entre deux tendances du Conseil de la Révolution, avec

SAMEDI 22. — Le général de Carvalho repousse le compromis élaboré à Lisbonne par le Conseil de la Révolution.

DIMANCHE 23. — Trois militants socialistes, dont un Conseiller de Paris, sont interpellés à la gare de l'Est où ils distribuaient des tracts aux soldats rentrant de permission.

— Dernière journée du congrès de la C.F.T.C. (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) organisme

LUNDI 24. — Dans un discours à Dijon, le président Giscard annonce la réalisation de la liaison Rhône-Rhin par voie d'eau, en même temps qu'il trace des limites à la décentralisation administrative et à la régionalisation du pays.

— Quatrième incarcération d'un dirigeant d'entreprise pour « homicide involontaire » à la suite d'un accident du travail: il s'agit d'un entrepreneur de travaux publics d'Ille-et-Vilaine.

MARDI 25. — Au Portugal, des unités militaires rebelles occupent des points jugés stratégiques. Le président Costa Gomes, également chef des armées, riposte par la mobilisation d'unités légalistes. Le Conseil de la Révo-

MERCREDI 26. — A Lisbonne, état de siège partiel. Le président Costa Gomes reprend la situation en main. Les parachutistes rebelles se soumettent.

— Le nouveau roi d'Espagne, Juan Carlos, décrète un « indulto », une grâce dont les effets sur la libération des prisonniers politiques seront très limités.

— François Mitterrand en visite aux U.S.A. où il a rencontré le secrétaire d'Etat Kissinger.

— Fusion conclue entre la société américaine Honeywell-Bull et la C.I.I. où l'Etat français est financièrement engagé.

JEUDI 27. — Grève partielle à l'Electricité-Gaz de France. Les trois confédérations C.G.T., C.F.D.T., F.O. ont appelé aux arrêts de travail.

— A Madrid, pendant la cérémonie d'intronisation de Juan Carlos, une manifestation a lieu devant la prison de Carabanchel pour la libération des emprisonnés. La police intervient violemment.

— En France, la Cour de Sûreté de l'Etat, juridiction d'exception, est chargée d'une information sur « des entreprises de démolition de l'armée ».

— Au Portugal, où Porto est le seul centre d'informations, la majorité dite « modérée » du Conseil de la Révolution est maîtresse de la situation. Mario Soares, accuse le parti communiste d'être responsable du coup de force manqué.

VENDREDI 28. — En Angola, le gouvernement d'Afrique du Sud reconnaît son intervention directe, tandis que l'U.R.S.S. accroît ses livraisons d'armements au M.P.L.A.

— Juan Carlos demande au parti communiste espagnol de la « compréhension ».

SAMEDI 29. — L'armée marocaine a pénétré dans le Sahara ex-espagnol; elle occupe la ville de Smara.

— Treize soldats du contingent sont incarcérés à Paris, pour « entreprise de démoralisation de l'armée ».

Dimanche 30. — A Lyon, prend fin le congrès du parti radical par l'élection à la présidence de M. Péronnet, contre Mme Françoise Giroud, tous deux secrétaires d'Etat du même gouvernement.

— Dernière journée, à Paris, du congrès du syndicat de la magistrature, fortement contestataire.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél.: 607.02.06

Abonnements: 6 mois, 25 F — 1 an, 50 F.

Autres pays: 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F

C.C.P. 734.99 Paris